



ACADÉMIE
DE BESANÇON

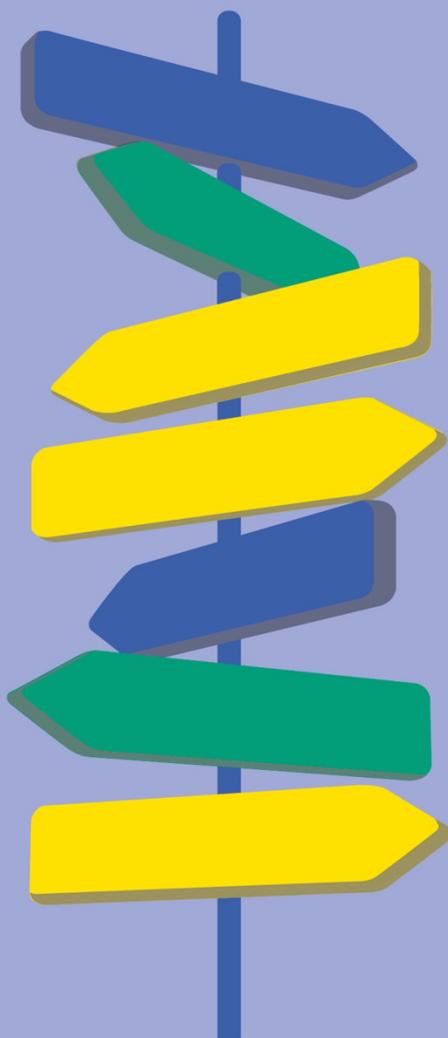
Liberté
Égalité
Fraternité

Lignes directrices de gestion académique

des MOBILITÉS

ANNEXE 2 : PERSONNELS ENSEIGNANTS DU PREMIER DEGRÉ

Version CSA - 30 janvier 2024



ENSEIGNANTS DU
SECOND DEGRÉ, CPE, PSYEN



PERSONNEL ADMINISTRATIF, TECHNIQUE
(ATRF, ITRF), SOCIAL (ASS SOC), DE SANTÉ
(MÉDECINS, INFIRMIERS)



PERSONNEL DE DIRECTION



ENSEIGNANTS DU
PREMIER DEGRÉ



DURABLEMENT *engagée*

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a introduit dans la **loi n° 84-16 du 11 janvier 1984** portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État des dispositions prévoyant l'élaboration de lignes directrices de gestion par les administrations en matière de mobilité.

Conformément aux dispositions de **l'article 8 du décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019** relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires, le présent document décline pour l'académie de Besançon les lignes directrices de gestion nationales du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports en matière de mobilité, publiées au Bulletin officiel spécial du 16 novembre 2020 dans leur version actualisée publiée au Bulletin officiel spécial n°6 du 28 octobre 2021.

Les lignes directrices de gestion suivantes ont été présentées au comité social d'administration académique réuni en séance le 30 janvier 2024.

Elles concernent :

- Les personnels enseignants des premier et second degrés, les personnels d'éducation ;
- Les psychologues de l'éducation nationale ;
- Les personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé ;
- Les personnels d'encadrement.

Les présentes lignes de gestion prennent en compte notamment les particularités territoriales.

❖ **Les lignes directrices de gestion déclinent de manière pluriannuelle les orientations nationales et académiques de la politique de mobilité.**

L'académie favorise la mobilité géographique et fonctionnelle de l'ensemble de ses personnels en leur offrant la **possibilité de parcours diversifiés** tout en veillant au respect **des enjeux de continuité et de qualité du service public**.

Cette politique de mobilité contribue notamment à mettre en œuvre le plan d'action ministériel relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, la diversité et la lutte contre les discriminations à travers des actions de sensibilisation et de formation des personnels à ces notions.

Les lignes directrices de gestion ministérielles et académiques sont établies pour 3 ans et peuvent faire l'objet, en tout ou partie, d'une révision au cours de cette période.

Les lignes de gestion académiques sont soumises, pour avis, au comité social d'administration académique. Elles sont également présentées, pour information, au comité social spécial concerné.

Un bilan de la mise en œuvre des lignes directrices de gestion est présenté chaque année devant le comité social d'administration académique. Ce bilan comporte notamment des éléments sur la répartition des genres et des disciplines.

❖ **Les lignes directrices de gestion académique définissent les procédures de gestion des demandes individuelles de mobilité.**

Les différents processus de mobilité s'articulent autour de principes communs : transparence des procédures décrites en annexe, traitement équitable des candidatures, prise en compte des priorités légales de mutation, recherche de l'adéquation entre les exigences des postes et les profils et compétences des candidats.

Un processus de certification qualité est élaboré chaque année, communiqué aux représentants des personnels et publié. Il référence les points contrôlés et définit les modalités de contrôle (contrôle intégral, contrôle par échantillonnage, contrôle croisé ou autocontrôle, ...). Le résultat des contrôles est joint au bilan des opérations de mobilité.

- ❖ **L'académie accompagne tous ses personnels dans leurs mobilités et projets d'évolution professionnelle et s'attache à garantir leur meilleure information tout au long des procédures.**

Par la mise en place de **conseillers en ressources humaines de proximité**, l'académie a pour ambition de mieux informer, conseiller et accompagner les personnels au plus près des territoires.

Les notes de service académiques et départementales préciseront chaque année les calendriers d'opérations et les éléments de constitution du dossier concernant les différents processus de mobilité, le cas échéant.

I- Une politique académique visant à favoriser la mobilité des personnels tout en garantissant la continuité du service

Au niveau académique, cette politique traduit la volonté :

- de répondre aux besoins sur l'ensemble du territoire, en zone urbaine ou semi-urbaine, rurale, d'éducation prioritaire;
- de faire se rejoindre les compétences des personnels et les besoins des élèves ;
- d'obtenir la meilleure adéquation possible entre les souhaits de mobilité des agents et les besoins des services ;
- de permettre à tout agent demandeur d'une mobilité de trouver satisfaction.

I-1 Les différents types de mobilités

I-1-1 Les mouvements

Les campagnes annuelles de mutation « à date » permettent aux agents de réelles possibilités d'entrée dans les services et établissements et de satisfaire, autant que faire se peut, les demandes formulées au titre des priorités légales.

Pour les personnels ATSS, les mutations « au fil de l'eau » permettent, au moyen de postes publiés sur la place de l'emploi public (PEP), de répondre au besoin de recrutements sur des postes particuliers et/ou urgents.

I-1-2 Les détachements au sein d'un corps relevant du MENJS

L'accueil en détachement a pour objectif de favoriser la mobilité des fonctionnaires et la construction de nouveaux parcours professionnels.

Les **détachements entrants** permettent aux personnels du MENJS de **diversifier leur parcours professionnel** par l'exercice de fonctions nouvelles au sein d'un autre corps du ministère.

Une attention particulière est portée aux demandes de détachement qui s'inscrivent dans le cadre du **reclassement** dans un autre corps des fonctionnaires reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

I-1-3 Les mobilités hors du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports

Les **détachements sortants en France** permettent aux personnels du MENJS de diversifier leurs parcours professionnels en rejoignant pour une durée déterminée les administrations et établissements publics relevant d'autres ministères, les collectivités territoriales, et établissements publics territoriaux, ainsi qu'auprès d'organismes privés dans le cadre d'une mission d'intérêt général ou de recherche, du secteur associatif, etc.

Les **détachements sortants à l'étranger** constituent un autre levier de la mobilité. Les personnels doivent avoir accompli une durée minimale de service dans leur corps (deux ans pour les personnels enseignants, trois ans pour les personnels ATSS).

La durée d'un détachement à l'étranger est encadrée pour permettre à un nombre plus important d'agents de bénéficier d'une telle expérience.

Les agents peuvent demander un nouveau détachement à l'étranger après une durée minimale leur permettant de valoriser en France l'expérience acquise à l'étranger.

Les personnels du MENJS peuvent être également détachés pour exercer leurs fonctions auprès de la principauté de Monaco.

I-1-4 le principe de la double carrière des agents détachés

L'agent détaché bénéficie des mêmes droits à l'avancement et à la promotion que les membres du corps d'accueil.

Lors de sa réintégration dans son corps d'origine, il est tenu compte du grade et de l'échelon qu'il a atteints ou auxquels il peut prétendre à la suite de la réussite à un concours ou à un examen professionnel ou de l'inscription sur un tableau d'avancement au titre de la promotion au choix dans son corps de détachement sous réserve qu'ils lui soient plus favorables.

Il est tenu compte immédiatement dans le corps de détachement du changement de grade ou de promotion à l'échelon spécial obtenu dans son corps ou cadre d'emploi d'origine, sous réserve qu'ils lui soient plus favorables.

Il est tenu compte lors du renouvellement de son détachement ou de son intégration dans le corps de détachement, de son avancement d'échelon (hormis l'échelon spécial) obtenu dans son corps d'origine.

II- L'académie de Besançon, dans le cadre des procédures de mobilité relevant de sa compétence, vise à garantir un traitement équitable des candidatures et favorisant l'adéquation profil/poste

Les lignes directrices de gestion académique présentent les **principes applicables en matière de gestion des demandes individuelles de mobilité** afin de garantir un **traitement équitable de l'ensemble des candidatures**.

Dans toute la mesure du possible et en fonction de l'intérêt du service, les **priorités de traitement des demandes de mobilité définies par les articles 60 et 62 bis** de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 seront satisfaites.

Les priorités légales prévues aux articles 60 et 62 bis de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 dans sa rédaction issue de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 sont les suivantes :

Le rapprochement de conjoint ou de partenaires liés par un PACS ;

La prise en compte du handicap ;

L'exercice dans un quartier urbain où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles ;

La prise en compte de la situation du fonctionnaire, y compris d'une autre administration, dont l'emploi est supprimé et qui ne peut être réaffecté sur un emploi correspondant à son grade dans son service ;

La prise en compte de la situation du fonctionnaire dont l'emploi est supprimé dans le cadre d'une **restructuration de service**. Cette priorité légale, prévue par l'article 62 bis de la loi n° 84-16 **prime sur les autres priorités légales précitées de l'article 60**. Sa mise en œuvre est prévue par le décret n° 2019-1441 du 23 décembre 2019 relatif aux **mesures d'accompagnement de la restructuration d'un service de l'Etat ou de l'un de ses établissements publics**.

Un agent candidat à mutation peut relever d'une seule ou de plusieurs priorités légales.

Pour garantir le **respect des priorités légales** de mutation, l'examen de ces demandes dans le cadre de la **campagne annuelle de mutation**, s'effectue, selon les filières, soit au moyen d'un **barème** (personnels enseignants des 1^{er} et second degrés), soit au moyen d'une **procédure de départage** (personnels de la filière ATSS).

Néanmoins, ces éléments n'ont qu'un caractère indicatif. L'administration conserve son pouvoir d'appréciation en fonction des situations individuelles, des besoins du service ou de tout autre motif d'intérêt général.

Les postes à profil/postes spécifiques : les particularités de certains postes nécessitent des **procédures spécifiques de sélection** des personnels pour prendre en compte les **compétences et/ou aptitudes et/ou qualifications requises** et favoriser ainsi la bonne adéquation entre les exigences du poste et les capacités du candidat.

Parmi les **profils en adéquation avec le poste offert**, les **demandes des agents relevant d'une priorité légale seront jugées prioritaires**.

Selon les filières, ces mobilités peuvent intervenir dans la cadre de la campagne annuelle et/ou en cours d'année au fil de l'eau.

III- L'académie de Besançon informe ses personnels et les accompagne dans leurs démarches de mobilité

L'académie accompagne les personnels dans leurs projets individuels de mobilité et d'évolution professionnelle ou dans le cadre de leur reconversion.

L'ensemble des acteurs de l'académie (chefs d'établissements, corps d'inspections, services de ressources humaines) sont mobilisés à cette fin.

Elle organise la mobilité de ses personnels dans le cadre de campagnes et veille à garantir, tout au long de ces procédures, la meilleure information de ses personnels.

Les personnels peuvent manifester auprès **de leurs chefs d'établissements, chefs de service, inspecteurs** leur volonté d'obtenir un accompagnement et un échange privilégié portant sur leur projet professionnel.

Les personnels peuvent rencontrer **un conseiller RH de proximité** au sein de leur réseau pour obtenir des conseils concernant leur projet d'évolution professionnelle ou pour définir un projet professionnel. Le conseiller RH de proximité n'exerce pas de compétences en matière de gestion administrative.

L'académie accompagne les agents dans leur projet de mobilité ou de reconversion professionnelle par la mise en œuvre du **compte personnel de formation**.

Un **dispositif d'accueil individuel** est mis en place par le service de gestion afin de renseigner l'agent sur sa situation personnelle et son dossier mobilité.

Les personnels accèdent à des informations relatives aux différents processus de mobilité sur le site académique. Les agents sont informés individuellement du résultat de leur demande de mobilité, dans les 8 jours suivants la clôture du mouvement académique.

❖ **Afin de prendre en compte les spécificités des différents corps, les présentes lignes directrices de gestion sont complétées par 5 annexes déclinant les orientations générales et les principes régissant les procédures de mutation :**

Annexe 1 - Mouvement inter degré - Ecole inclusive	7
Annexe 2 - Personnels enseignants du premier degré.....	13
Annexe 3 - Personnels enseignants du second degré, personnels d'éducation et des psychologues de l'éducation nationale	
Annexe 4 - Personnels administratifs, techniques, sociaux et de santé du MENJ et du MESRI.....	
Annexe 5 - Personnels de direction	

Modalités académiques de recrutement d'enseignants sur certains postes relevant de l'adaptation scolaire ou de la scolarisation des élèves handicapés - Pré-mouvement « école inclusive »

Références

-Décret n°2017-169 du 10 février 2017 instituant le certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'éducation inclusive (CAPPEI) ;

-Note de service ministérielle du 21 décembre 2018 relative à la prise en compte du CAPPEI dans les mouvements intra-départemental et intra-académique des enseignants du premier et du second degré au titre de 2019.

Ces postes sont ouverts, en amont des mouvements intra-académiques et intra-départementaux, à la fois aux enseignants des premier et second degrés suivants :

- Titulaires d'un CAPPEI ;
- Candidats validés à un départ en formation CAPPEI ;
- Enseignants qui se destinent à l'enseignement pénitentiaire (pour les fonctions de responsable local d'enseignement, avec le module « enseigner en milieu pénitentiaire ou en centre éducatif fermé »).

S'il reste des postes non pourvus, ils seront attribués au mouvement intra-académique ou au mouvement intra-départemental.

 L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'affectation issue de la formulation d'un vœu dans le cadre de cette procédure prime sur tout autre vœu formulé dans le cadre des opérations de mouvement intra-académique et intra-départementaux.

 De même, pour les enseignants du premier degré, toute demande de mobilité impliquant un changement de département n'est possible que pour les enseignants déjà détenteurs d'un CAPPEI. Elle est également soumise à la procédure d'ineat-exeat.

Sont ouverts au recrutement des personnels du premier et du second degrés les postes relevant de l'adaptation scolaire et de la scolarisation des élèves en situation de handicap suivants :

- Coordonnateur d'ULIS en collège, en lycée ou en lycée professionnel ;
- Enseignant exerçant en établissement ou service médico-social ou sanitaire ;
- Enseignant exerçant en SEGPA ;
- Enseignant mis à la disposition de la maison départementale des personnes handicapées ;

Enseignant référent de scolarisation pour les élèves en situation de handicap ;
Enseignant exerçant en EREA ;
Enseignant en milieu pénitentiaire et responsable local d'enseignement ;
Enseignant en milieu hospitalier.

Ces postes font l'objet d'un recrutement distinct, indépendamment des postes spécifiques académiques.

Les postes d'enseignant mis à la disposition de la maison départementale des personnes handicapées, d'enseignant référent de scolarisation pour les élèves en situation de handicap, d'enseignant exerçant en EREA sont des postes à exigence particulière.

Les postes d'enseignant en milieu pénitentiaire et responsable local d'enseignement sont des postes à profil.

 La liste des postes vacants et les fiches de postes correspondantes sont publiées annuellement sur les sites internet du rectorat et des directions des services départementaux de l'éducation nationale.

I. Modalités de recrutement et d'affectation sur les postes hors postes à profil

Les candidats expriment leurs vœux **par courrier** (3 vœux maximum par département).
Les enseignants du premier degré transmettent leur demande à la division des ressources humaines de leur DSDEN par courrier électronique.

Les enseignants du second degré adressent leur demande d'affectation sur postes spécialisés, accompagnée de toutes les pièces demandées, selon le calendrier joint en annexe, par courrier électronique à la DSDEN territorialement compétente :

 Pour le Doubs : ce.gestco.dsden25@ac-besancon.fr

Pour le Jura : ce.d1d.dsden39@ac-besancon.fr

Pour la Haute-Saône : ce.dpe.dsden70@ac-besancon.fr

Pour le Territoire de Belfort : ce.drh.dsden90@ac-besancon.fr

Les DSDEN adressent la liste des candidats au rectorat (DPE) avant le mois de mai de chaque année.

Chaque candidat reçoit un accusé de réception du dépôt de son dossier de candidature.

Postes de coordonnateurs d'ULIS collège et lycée, d'enseignants en établissement ou service médico-social ou sanitaire, d'enseignants en SEGPA

Les candidats à ces postes ne passent pas d'entretien. Ils sont affectés selon les modalités d'affectation figurant au point I.C. Les DSDEN communiquent leur barème aux candidats.

Postes à exigences particulières

Enseignants mis à disposition de la maison départementale des personnes handicapées
Enseignants référents de scolarisation des élèves en situation de handicap
Enseignant en milieu hospitalier
Enseignants en EREA

Les candidats reçoivent par voie électronique à l'adresse professionnelle une convocation à un entretien avec une commission départementale qui est composée :

- D'un inspecteur de l'éducation nationale du premier degré ;
- D'un inspecteur de l'éducation nationale chargé de l'adaptation et de la scolarisation des élèves en situation de handicap ou d'un conseiller pédagogique ASH ;
- D'un conseiller pédagogique ASH ;
- Pour le poste d'enseignant mis à disposition de la maison départementale des personnes handicapées, du directeur de la MDPH ou de son représentant ;
- Pour le poste d'enseignant en EREA, du chef d'établissement concerné.

Les candidats sont informés par courrier de l'avis qui est porté à leur candidature par la commission. Il est transmis par voie électronique à leur adresse professionnelle. En cas d'avis défavorable, cet avis est motivé.

Les DSDEN communiquent leur barème aux candidats ayant reçu un avis favorable.

❖ **L'affectation des candidats est prononcée en tenant compte des priorités communes suivantes :**

1. Enseignant titulaire du CAPPEI avec le module de professionnalisation correspondant au poste ;
2. Enseignant titulaire du CAPPEI avec un module de professionnalisation ne correspondant pas au poste ;
3. Enseignant dont le départ en formation au CAPPEI a été validé (enseignants exerçant dans le département du poste demandé).

Les enseignants titulaires du CAPPEI justifiant du suivi, en formation continue, du module de professionnalisation correspondant au poste sont considérés au rang de priorité 1.

A niveau de certification identique, les candidats sont départagés en tenant compte du barème du mouvement départemental en vigueur, et, à barème identique, les candidats sont départagés en tenant compte de l'ancienneté d'exercice dans l'ASH, puis de l'ancienneté générale de services.

Il appartient aux candidats qui peuvent prétendre à une priorité légale (rapprochement de conjoint, situation de handicap, mesure de carte scolaire, rapprochement avec le détenteur de l'autorité parentale conjointe) de le signaler au service administratif gestionnaire et de transmettre les éléments justificatifs.

Les affectations sont prononcées dans le cadre du mouvement propre à chaque corps à titre définitif. Pour les candidats à la formation CAPPEI, l'affectation à titre définitif est prononcée lorsque le candidat a validé la totalité de la certification. Pour ces derniers, s'ils sont titulaires d'un poste, ils restent titulaires de celui-ci jusqu'à l'obtention de la certification.

Les postes proposés dans le cadre de cette phase de pré-mouvement « école inclusive » et non pourvus sont offerts dans le cadre des mouvements intra-départementaux.

II. Modalités de recrutement sur poste à profil : enseignants en milieu pénitentiaire et responsable local d'enseignement

Les enseignants candidats à ce type de poste doivent faire acte de candidature. Ils sont entendus par une commission d'examen qui prononce un avis sur le choix du candidat susceptible d'être retenu. La décision d'affectation est prise soit par le Recteur, soit par le DASEN, après avoir pris connaissance de cet avis. Ces recrutements peuvent avoir lieu tout au long de l'année, en fonction de la survenance d'une vacance.

Responsable local d'enseignement (RLE)

Le recrutement des enseignants en milieu pénitentiaire responsables locaux d'enseignement (RLE) s'inscrit dans le cadre des conventions nationale et interrégionale relatives à l'enseignement en milieu pénitentiaire, qui définissent les objectifs et l'organisation de l'enseignement en milieu pénitentiaire.

 L'enseignant en milieu pénitentiaire est recruté prioritairement parmi les enseignants du premier et du second degré spécialisés détenteurs du CAPPEI avec le module « enseigner en milieu pénitentiaire ou en centre éducatif fermé ». La condition de détention de ce module n'est pas exigible.

Les enseignants dont la candidature a été retenue sont nommés à titre provisoire la première année d'exercice selon la réglementation en vigueur.

Entretien devant une commission d'examen des candidatures :

Les candidats sont entendus par une commission d'examen, qui émet un avis et un classement des candidats, au regard de l'adéquation compétences du profil/poste souhaité.

Composition de la commission de recrutement

La commission est composée :

Du proviseur, directeur de l'Unité Pédagogique Interrégionale de Dijon ou son représentant ;

Du responsable local d'enseignement, le cas échéant ;

D'un inspecteur de l'éducation nationale chargé de l'adaptation et de la scolarisation des élèves en situation de handicap ou d'un conseiller pédagogique ASH.

Réponse aux candidats à un poste en milieu pénitentiaire

Les candidats sont informés par courrier de l'avis qui est porté ainsi que de leur rang de classement. Ces éléments sont transmis par voie électronique à l'adresse professionnelle des candidats. En cas d'avis défavorable, cet avis est motivé.

Personnels enseignants du premier degré

Table des matières

I. Mobilités hors mouvement.....	18
I.A - Détachement.....	18
I.A.1- Détachement entrant dans le corps des professeurs des écoles.....	18
I.A.2- Détachement sortant	18
I.B - Postes adaptés.....	18
I.C - Le congé de formation professionnelle	19
I.D - Personnels affectés en service rectoral	19
II. Mobilités interdépartementales par la voie du mouvement.....	19
II.A – Mouvement interdépartemental complémentaire par voie d'Ineat-Exeat -	19
II.B - Pré-mouvement « école inclusive »	20
III. Mouvement départemental : partie commune aux 4 départements de l'académie	20
III.A – Modalités communes des mouvements départementaux	19
III.A.1 – Objectifs poursuivis.....	19
III.A.2 – Déroulement général des opérations	20
III.A.3 – Participants au mouvement	20
III.A.4 - Réintégrations.....	20
III.A.5 – Types de postes proposés au mouvement.....	22
III.A.6 – Formulation des demandes	21
1- Typologie des vœux	21
2- Consignes de formulation des vœux	22
III.B – Priorités légales	22
III.B.1 - Bonifications liées à la situation familiale.....	22
Le rapprochement de conjoint	22
L'autorité parentale conjointe.....	23
III.B.2 - Bonifications au titre du handicap.....	23
III.B.3 - Bonifications liées à l'expérience et au parcours professionnel	26
L'affectation en éducation prioritaire.....	24
La prise en compte de l'ancienneté	24
Le renouvellement du premier vœu.....	25
III.B.4 - Bonifications pour les enseignants concernés par une mesure de carte scolaire	27
III.B.4.a - Détermination de l'agent concerné par une mesure de carte.....	25
III.B.4.b – Situation des adjoints faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire.....	26
III.B.4.c – Situation des titulaires remplaçants (TR) faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire.....	26
III.B.4.d – Situation des titulaires secteur (TS) faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire.....	27

III.B.4.e – Situation des personnels relevant de l'enseignement spécialisé ou affectés sur des postes requérant une compétence ou une qualification particulière, faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire.....	27
III.B.4.f - Fusion d'écoles.....	27
III.B.4.g - Transformation d'une école à une classe en une école à deux classes.....	29
III.B.4.h - Transformation d'une école à deux classes en une école à une classe.....	29
III.B.4.i - Fermeture d'école.....	30
III.B.4.j - Durée des bonifications de mesure de carte scolaire.....	30
III.B.4.k – Tableau de concordance du champ d'application des bonifications de mesures de carte scolaire.....	31
III.C - Autres situations familiales prises en compte	34
III.C.1 - la situation de parent isolé.....	34
III.C.2 - La bonification au titre des enfants à charge de moins de 18 ans	34
III.D - Les postes spécifiques.....	35
III.D.1 - les postes à exigence particulière (PEP).....	35
III.D.1.a - Les postes de directeur d'école de 2 à 8 classes (hors éducation prioritaire)	36
III.D.1.b - Les postes de directeur d'école de 9 classes et plus (hors éducation prioritaire).....	36
III.D.1.c - Les postes de directeur d'école relevant de l'éducation prioritaire (REP et REP+)	37
III.D.1.d - Les postes de directeur d'école relevant de l'éducation prioritaire de 9 classes et plus.....	35
III.D.1.e - Les postes de maître formateur.....	37
III.D.1.f - Les postes relevant de l'école inclusive (adaptation scolaire et handicap).....	38
III.D.1.g - Postes d'adjoint dans une école relevant de l'éducation prioritaire	39
III.D.1.h - Autres postes à exigence particulière	40
III.D.2 - les postes à profil du mouvement intra-départemental (PAP).....	40
III.E – Modalités technique de participation au mouvement.....	39
IV. Information et accompagnement des enseignants.....	40
IV.A - En amont du processus de mobilité.....	40
IV.B - Pendant le processus de mobilité.....	41
IV.C - Après le processus de mobilité.....	41
V. Sécurisation des opérations de mobilité.....	41
VI . Recours.....	42
VII. Mouvement départemental : modalités propres à chaque département	42
VII.A – Modalités en vigueur dans le Doubs.....	43
I - Les priorités légales	45
1.1 - Précisions relatives aux bonifications liées à l'exercice en éducation prioritaire.....	43
1.2 - Majoration pour ancienneté sur le poste dans l'école d'affectation l'année du mouvement (points de long séjour).....	44
1.3 - Majoration pour affectation à titre provisoire en I.M.E., I.T.E.P., I.M.P.R.O., ULIS, S.E.G.P.A et E.R.E.A	44
1.4 - Bonifications pour les enseignants concernés par une mesure de carte scolaire.....	44

1.5 - Les autres éléments du barème (hors priorités légales)	46
II. - Affectations sur postes à caractères particuliers.....	46
II.1 - Les postes à exigences particulières.....	46
II.1-1 - Les postes de direction d'école de deux à huit classes, de neuf classes et plus ou relevant de l'éducation prioritaire.....	46
II.1-2 - Les postes spécialisés.....	47
II.1-3 - Postes dans les établissements hébergeant une structure d'enseignement spécialisé ou adapté (IME, IMPRO, ITEP, SEGPA, ULIS, EREA).....	48
II.2 - Missions de tutorat confiées aux enseignants titulaires du CAFIPEMF (PEMF).....	48
II.3 - Postes à profil.....	48
II.4 - Postes en Zone de Secteur d'Ajustement (ZSA et ZDA) (T.SEC et T.DEP).....	49
II.5 - Postes de remplaçants "brigade départementale"	49
III. - L'affectation.....	50
III.1 – Formulation des vœux	50
III.1-1 - Les vœux groupes.....	50
III.1-2 - Les vœux liés	50
III.2 - L'affectation aléatoire	51
III.3 - La phase complémentaire	51
III.4 – La phase d'ajustement.....	52
IV - Information et accueil des enseignants	52
V. - Dispositions particulières	53
V.1 - Affectation sur poste réservé pendant un congé parental ou un congé de formation professionnelle ...	53
V.2 - Disponibilité.....	53
V.3 - Réservation de poste	53
V.4 - Travail à temps partiel.....	54
VII.B – Modalités en vigueur dans le Jura	59
I - Organisation générale du mouvement intra-départemental.....	59
I.1- Information et conseils aux enseignants	59
I.2- Déclinaisons départementales des modalités de participation au mouvement.....	59
I.2.a - Renoncement à un poste détenu à titre définitif	59
I.2.b- Les modalités de participation	60
I.3 - Les principes de l'affectation	61
I.4 - Le mouvement complémentaire du mois de juin.....	62
I.5 - Le mouvement complémentaire du mois de septembre.....	63
II - Déclinaisons départementales des dispositions relatives au barème et aux mesures de carte scolaire.....	63
II.1 - Bonifications liées aux priorités légales.....	63
II.1.a - Bonifications liées à la situation familiale	63
II.1.b - Bonifications au titre du handicap.....	64
II.1.c - Bonifications liées à l'expérience et au parcours professionnel	64
II.1.d - Bonifications pour les enseignants concernés par une mesure de carte scolaire.....	66
II.2 - Autres situations familiales prises en compte.....	66

II.2.a - La situation de parent isolé.....	66
II.2.b - Bonifications au titre des enfants.....	67
II.3 - Fonctionnement de l'application MVT1D.....	67
III. - Mouvement sur les postes de titulaires secteur (T.S).....	67
IV- Mouvement sur les postes titulaires remplaçants.....	68
V.- Mouvement sur les postes spécifiques.....	69
V.A - Postes à exigences particulières.....	69
V.A.1 - Postes de direction d'école de 2 classes et plus.....	69
V.A.2 - Postes relevant de l'Ecole Inclusive.....	69
V.B - Autres Postes à exigences particulières.....	73
V.C - Mouvement sur les postes à profil.....	74
VI- Maintien sur poste.....	Erreur ! Signet non défini.
VII.C- Modalités en vigueur en Haute-Saône.....	74
I. - Déclinaison départementale des modalités communes et des dispositions relatives aux priorités légales... 76	
I.A. - Modalités de participation obligatoire au mouvement.....	76
I.A.1 - Conservation de poste.....	76
I.A.2 - Renonciation au poste détenu à titre définitif avant le mouvement.....	76
I.A.3 - Annulation d'une demande de départ à la retraite.....	76
I.A.4 - Redéfinition de postes.....	76
I.B - Prise en compte des priorités légales et autres critères.....	77
I.B.1 – Bonifications liées aux priorités légales.....	77
I.B.2 - Critères supplémentaires pris en compte.....	78
I.B.3 - Éléments subsidiaires en cas d'égalité de barème.....	79
II - Modalités départementales de formulation des vœux.....	79
II.A - Généralités.....	77
II.B - Points d'attention.....	79
II.B.1 - Vœu portant sur un poste en école primaire.....	79
II.B.2 - Modification tardive des vœux.....	80
II.C - Affectation sur les postes à exigences particulières.....	80
II.C.1 - Directeur d'école à deux classes et plus.....	78
II.C.2 - Maître formateur.....	79
II.C.3 - Enseignants spécialisés.....	81
II.C.4 - Postes nécessitant une compétence particulière.....	81
II.D - Affectation sur les postes à profil.....	79
II.E - Modalités de services spécifiques.....	80
II.F – Cas particulier des titulaires de secteur.....	80
III – Vérification des vœux et barèmes.....	80
III.A - Accusé de réception et confirmation des vœux.....	80
III.B – Accusé de réception avec barème initial / période de sécurisation des barèmes.....	81
III.C – Accusé de réception avec barème final.....	81

IV – Modification éventuelle des résultats de la phase principale.....	81
IV. A – Retour de chaîne.....	81
IV. B – Correctif d'affectation.....	82
V – Phases complémentaire et d'ajustement.....	82
V.A – Affectation en phase complémentaire.....	82
V. A.1 – Procédure d'affectation des titulaires de secteur.....	82
V.A.2 – Procédure d'affectation des agents à temps partiel à affecter à titre provisoire (cf. II.E).....	Erreur ! Signet non défini.
V.A.3 – Procédure d'affectation des personnels sans poste.....	83
V.B - Modalités d'affectation en phase d'ajustement et d'ajustement final.....	Erreur ! Signet non défini.
VII.D – Modalités en vigueur dans le Territoire de Belfort.....	87
I. - Organisation du mouvement.....	87
I.A - Les différents types de postes.....	87
I.A.1 - Précisions concernant l'affectation sur les postes en école.....	87
I.A.2 - Précisions concernant l'affectation sur les postes de titulaires de secteur.....	88
I.A.3 - Précisions concernant les postes à exigences particulières (PEP).....	88
I.A.4 - Précisions concernant les postes à profil (PAP).....	89
I.B - Les différents types de vœux.....	89
I.B.1 – Vœux des participants facultatifs.....	89
I.B.2 – Vœux des participants obligatoires.....	90
I.C - Les éléments du barème.....	90
I.C.1 - Valorisation de l'exercice sur les postes connaissant des difficultés de recrutement.....	90
I.C.2 - Enfants à charge.....	91
I.C.3 - Obtention d'un poste de direction pour un enseignant faisant fonction.....	91
I.C.4 – Précisions sur les réintégrations.....	91
I.C.5 – Durée des bonifications de mesure de carte.....	91
I.D - Les phases du mouvement.....	91
I.D.1 – Mouvement principal.....	92
I.D.2 - Phase complémentaire.....	93
V. Information et accompagnement des enseignants (partie commune).....	Erreur ! Signet non défini.
V.A - En amont du processus de mobilité.....	Erreur ! Signet non défini.
V.B - Pendant le processus de mobilité.....	Erreur ! Signet non défini.
V.C- Après le processus de mobilité.....	Erreur ! Signet non défini.
VI. Sécurisation des opérations de mobilité.....	Erreur ! Signet non défini.
VII. Recours.....	Erreur ! Signet non défini.

I. Mobilités hors mouvement

I.A - Détachement

I.A.1- Détachement entrant dans le corps des professeurs des écoles

 L'accueil en détachement a pour objectif de favoriser la mobilité des fonctionnaires et la construction de nouveaux parcours professionnels. Il est un des leviers de la gestion des ressources humaines pour répondre aux besoins du service et garantir la qualité et la continuité du service public de l'éducation, de la jeunesse et des sports.

Les départements accueillent par voie de détachement dans le corps des professeurs des écoles des fonctionnaires titulaires de catégorie A, issus ou non de l'éducation nationale, qui souhaitent diversifier leur parcours professionnel par l'exercice de fonctions nouvelles.

Les IA-DASEN portent de surcroît une attention particulière aux demandes de détachement qui s'inscrivent dans le cadre du reclassement dans un autre corps, des fonctionnaires reconnus médicalement inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

Les demandes de détachement entrant sont soumises à l'avis de l'IA-DASEN, qui tient compte notamment du profil du candidat et des besoins en ressources humaines du département.

I.A.2- Détachement sortant

Les détachements sortants, notamment dans le réseau de l'enseignement français à l'étranger constitué d'écoles ou établissements homologués par le MENJS, d'établissements relevant d'un opérateur ou d'une association, ou dans le réseau culturel français à l'étranger ou dans d'autres institutions, constituent un autre levier de la mobilité mis à disposition des agents.

Les IA-DASEN portent un avis sur les demandes de départ en détachement dans les conditions fixées par les instructions ministérielles, en tenant compte des nécessités du service.

Le détachement reste soumis à l'accord du MENJS, pour une, deux ou trois années scolaires.

I.B - Postes adaptés

Les départements offrent aux personnels enseignants confrontés à une altération de leur état de santé la possibilité d'être affectés sur des postes adaptés.

 Une note de service départementale détermine les conditions d'octroi et les modalités d'une telle affectation.

Une affectation sur poste adapté ne saurait constituer une perspective définitive, mais doit être considérée comme une période particulière pendant laquelle un accompagnement est apporté à l'agent rencontrant des difficultés dues à son état de santé afin de lui permettre de recouvrer

la capacité d'assurer la plénitude des fonctions ou d'envisager une évolution professionnelle. Cette affectation s'articule avec un projet professionnel défini en lien avec le conseiller en ressources humaines de proximité, et tient compte de la situation de santé de l'agent appréciée par le médecin du travail.

L'affectation sur poste adapté peut être de courte ou de longue durée.

Une partie des moyens dédiés au dispositif des postes adaptés est mobilisée au niveau académique pour affecter certains personnels auprès du CNED.

I.C - Le congé de formation professionnelle

La formation professionnelle est un instrument d'accompagnement des parcours et de facilitation des transitions professionnelles.

Le congé de formation professionnelle (CFP), dont la durée ne peut excéder trois années (dont une indemnisée) pour l'ensemble de la carrière, permet aux agents de parfaire leur formation personnelle par le biais d'actions de formation à caractère professionnel ou personnel qui ne leur sont pas proposées dans le cadre des plans de formation continue, ou de se préparer à un concours, à un examen ou dans la perspective d'une reconversion professionnelle.

 Les congés de formation professionnelle sont octroyés dans la limite des contingents offerts par les départements.

I.D - Personnels affectés en service rectoral

Les personnels affectés provisoirement sur des supports implantés dans les services rectoraux conservent leur poste définitif d'origine dans la limite de 3 ans. A l'issue de cette période, il leur est demandé de faire un choix entre une affectation à titre définitif en service rectoral et le poste d'origine.

II. Mobilités interdépartementales par la voie du mouvement

II.A – Mouvement interdépartemental complémentaire par voie d'Ineat-Exeat -

Après réception des résultats de la phase principale du mouvement interdépartemental par les enseignants, dans le respect des orientations ministérielles fixées par les lignes directrices de gestion ministérielles et en tenant compte de l'équilibre postes-personnels du département, un mouvement complémentaire appelé ineat/exeat peut être organisé par chaque département si la situation prévisible des effectifs d'élèves de leur département le justifie.

Les vœux des personnels bénéficiaires d'un *ineat* sont examinés au regard de leur situation particulière, principalement à l'issue de la phase initiale du mouvement intra départemental.

L'obtention d'un accord d'exeat n'implique pas l'effectivité immédiate de la mutation, dans la mesure où l'entrée est conditionnée à l'accord du département demandé.

Les demandes formulées devront être accompagnées des pièces justificatives telles qu'elles sont exigées lors de la phase interdépartementale.

 Seules les demandes d'exeat adressées à la DSDEN du département d'origine, accompagnées de la demande d'ineat à destination de la DSDEN du département sollicité, sont traitées pour avis formulé par l'IA-DASEN.

Pendant leur année de stage statutaire, les personnels ne peuvent pas participer à ce mouvement complémentaire.

II.B - Pré-mouvement « école inclusive »

L'annexe 1 décline les modalités de recrutement d'enseignants sur certains postes relevant de l'adaptation scolaire ou de la scolarisation des élèves en situation de handicap.

❖ **Ces postes sont ouverts, en amont des mouvements intra-académiques et intra-départementaux, à la fois aux enseignants des premier et second degrés suivants :**

- Titulaires d'un CAPPEI ;
- Candidats validés à un départ en formation CAPPEI ;
- Enseignants qui se destinent à l'enseignement pénitentiaire (pour les fonctions de responsable local d'enseignement, avec le module « enseigner en milieu pénitentiaire ou en centre éducatif fermé »).

III. Mouvement départemental : partie commune aux 4 départements de l'académie

 Des dispositions départementales compléteront le cas échéant ou préciseront les dispositions communes.

III.A – Modalités communes des mouvements départementaux

Dans le respect des règles fixées au niveau national et des lignes directrices de gestion académiques relatives à la mobilité, et plus particulièrement de celles, faisant l'objet de la présente annexe, relatives aux personnels du premier degré, chaque IA-DASEN détermine pour le mouvement départemental, les modalités et le calendrier applicables aux campagnes de mobilité annuelles de son département.

III.A.1 – Objectifs poursuivis

❖ Ces opérations répondent aux **objectifs suivants** :

Assurer l'efficacité du service public d'éducation dans le 1^{er} degré par la couverture des besoins d'enseignement, sur l'ensemble du territoire ;

Assurer la continuité du service ;

Prendre en compte les spécificités de certains postes en garantissant l'adéquation entre exigences du poste et profil de l'enseignant affecté ;

Assurer un traitement équitable de l'ensemble des demandes de mutation et une prise en compte des situations personnelles des participants, notamment de celles qui relèvent des priorités légales d'affectation ;

Assurer la transparence quant aux règles applicables et aux procédures mises en œuvre ;

Faciliter la démarche de mobilité professionnelle par le conseil et l'information personnalisée des candidats.

III.A.2 – Déroulement général des opérations

- Les opérations de mouvement se déclinent selon la chronologie suivante :
 - une phase principale,
 - une phase complémentaire (fin juin/début juillet),
 - une phase d'ajustement (de fin août à la rentrée),
- Ces phases sont mises en œuvre par les DSDEN des départements d'affectation, qui définissent le calendrier détaillé applicable.

III.A.3 – Participants au mouvement

Certains personnels sont placés dans l'obligation de participer au mouvement, une année donnée. On parle alors de **participants obligatoires**. Ce sont :

- Les enseignants nommés à titre provisoire au moment de la demande de mobilité ;
- Les professeurs des écoles stagiaires, dont l'affectation s'effectue sous réserve de titularisation. En cas de renouvellement de stage, ils sont affectés sur un nouveau support d'accueil ;
- Les enseignants sans affectation réintégrés après un congé de longue durée, un détachement, un congé parental, une affectation sur poste adapté, ou une disponibilité ;
- Les enseignants titulaires affectés dans le département à l'occasion du mouvement interdépartemental ;

- Les enseignants concernés par une mesure de carte scolaire (suppression d'un poste occupé) ;

Les autres participants sont des **participants facultatifs**. Il s'agit des enseignants nommés à titre définitif dans le département, qui souhaitent volontairement changer d'affectation au sein de ce département.

III.A.4- Réintégrations

 Sont concernés par ces dispositions les enseignants réintégrant leurs fonctions après une période de détachement, de poste adapté, de congé de longue durée ou de congé parental, sous réserve qu'ils aient perdu leur affectation à titre définitif précédente.

Ces personnels sont placés dans l'obligation de participer aux opérations de mouvement, pour obtenir une affectation à la rentrée suivante. Ces demandes de mobilité font l'objet d'un traitement prioritaire par les services, avant toute prise en compte des éléments de barème. L'administration privilégie, dans toute la mesure du possible, une réintégration dans la commune du dernier poste occupé à titre définitif ou dans les communes limitrophes si aucun poste n'est proposé au mouvement au sein de cette commune.

En revanche, les réintégrations après disponibilité, de droit ou sur autorisation, sont traitées au barème.

III.A.5 – Types de postes proposés au mouvement

❖ Les postes proposés à la mobilité sont les suivants :

- Postes d'enseignant en école maternelle, élémentaire ou primaire ;

Il s'agit d'un poste situé dans une école précise comportant un temps d'enseignement non fractionné dans cette école.

Les affectations sont prononcées sur une école et non au sein d'un niveau de classe. Dans chaque école, la répartition des enseignants sur les différentes classes se fait en concertation au sein de l'équipe pédagogique en lien avec l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription.

- Postes de titulaire de secteur ;

Chaque département organise son territoire en secteurs au sein desquels des titulaires de secteurs assurent leur mission d'enseignement en priorité sur des fractions de postes laissées vacantes en raison des décharges de service d'enseignement accordées (direction d'école, décharges syndicales, décharges accordées aux maîtres formateurs...) ou en raison de temps partiels.

Chaque département précisera les modalités d'affectation des titulaires de secteurs.

- Postes de titulaire remplaçant ;

Les personnels affectés à titre définitif sur ces postes ont vocation à assurer un service de remplacement sur tous les types de postes et de durée variable. Leur durée peut varier d'une demi-journée à la totalité de l'année scolaire.

▪ Les postes spécifiques

Ceux-ci répondent à l'objectif d'améliorer l'adéquation poste/enseignant, ce qui peut conduire, au regard des spécificités de certains postes à des affectations hors barème. Les modalités d'affectation sur ces postes sont précisées dans la partie III.D ci-dessous.

III.A.6 – Formulation des demandes

Les demandes de participation au mouvement intra départemental s'effectuent sur l'application MVT1D accessible depuis le serveur I-prof.

Les participants (obligatoires ou non) peuvent saisir jusqu'à 40 vœux. Il peut s'agir de vœux simples et/ou de vœux groupes (commune, regroupement de communes...).

1- Typologie des vœux

- ❖ **Vœu simple** : il porte sur un type de poste implanté dans une école ou un établissement déterminé(e).
- ❖ **Vœu groupe** : il porte sur des groupes de postes constitués de deux types :
 - type AC : il est constitué de postes précis situés dans une même commune ;
 - type A : il est constitué de postes précis situés dans différentes communes.

Parmi eux, certains groupes sont identifiés « MOB », signifiant « à mobilité obligatoire ».

 Chaque candidat peut redéfinir l'ordonnancement des postes à l'intérieur des groupes définissant des sous-rangs de vœux qui seront pris en compte par l'algorithme.

2- Consignes de formulation des vœux

 Formuler un ou plusieurs vœux groupe permet d'étendre les possibilités d'affectation.

Les participants obligatoires doivent formuler un nombre minimum de vœux groupes relevant de la mobilité obligatoire (MOB). Ce nombre est défini dans les dispositions départementales de chaque département.

 Il leur est fortement recommandé de formuler un maximum de vœux. Si aucun vœu n'a pu être satisfait, les enseignants à mobilité obligatoire seront affectés hors-vœux, à titre provisoire, sur un poste resté vacant.

Si le participant obligatoire n'a pas saisi le nombre de vœux groupe « MOB » minimum imposé et qu'aucun vœu n'a pu être satisfait, l'affectation sur un poste resté vacant sera prononcée à titre définitif.

III.B – Priorités légales

❖ Les priorités légales donnant lieu à bonification sont les suivantes :

III.B.1 - Bonifications liées à la situation familiale

Les priorités relatives aux situations familiales permettant de bénéficier de bonifications sont de deux ordres : le rapprochement de conjoint et l'autorité parentale conjointe.

Le rapprochement de conjoint

 Les enseignants peuvent bénéficier d'une bonification de 3 points à condition que la distance de séparation entre le lieu d'exercice de l'enseignant et la résidence professionnelle du conjoint soit égale ou supérieure à 30 kilomètres au cours de l'année scolaire du mouvement et que la situation familiale corresponde à l'un des trois cas suivants : mariage, PACS ou vie maritale avec enfant reconnu par les deux parents, âgé de moins de 18 ans au 31 août de l'année du mouvement ou enfant à naître.

Le lieu d'exercice d'une activité en télétravail ne peut tenir lieu, pour l'application de cette disposition, de résidence professionnelle du conjoint.

 La bonification s'applique uniquement sur la commune d'exercice du conjoint à l'intérieur du département.

Pour bénéficier de la bonification, doit être demandé en 1^{er} vœu un poste dans la commune d'exercice du conjoint ou une commune limitrophe si aucune école n'existe au sein de la commune de résidence professionnelle du conjoint. Cette bonification vaut pour les autres vœux éventuels portant nécessairement sur cette même commune s'ils sont consécutifs au vœu 1.

De la même manière, dans la situation où le conjoint exerce dans un département limitrophe, les vœux formulés sur une commune limitrophe de ce département sont valorisés, à la condition qu'ils correspondent à un rapprochement effectif de la résidence professionnelle du conjoint.

Les participants obligatoires intégrant le département à la suite du mouvement interdépartemental peuvent formuler une demande au titre du rapprochement de conjoint dans les mêmes conditions.

Une demande de mutation au titre d'un rapprochement avec un conjoint qui n'a pas d'activité professionnelle ne peut être bonifiée, même s'il est inscrit à Pôle Emploi.

L'autorité parentale conjointe

 La bonification de 3 points s'applique lorsque l'autorité parentale conjointe, justifiée, porte sur une séparation d'au moins 30 kilomètres de la résidence de l'autre parent.

La bonification s'applique uniquement sur la commune de résidence de l'autre parent à l'intérieur du département. Pour bénéficier de la bonification, doit être demandé en 1^{er} vœu un poste dans la commune de résidence de l'autre parent ou dans une commune limitrophe si aucune école n'existe au sein de la commune de résidence de l'autre parent. Cette bonification vaut pour les

autres vœux éventuels portant nécessairement sur cette même commune s'ils sont consécutifs au vœu 1.

De la même manière, dans la situation où l'autre parent exerce dans un département limitrophe, les vœux formulés sur une commune limitrophe de ce département sont valorisés, à la condition qu'ils correspondent à un rapprochement effectif de la résidence professionnelle de l'autre parent.

III.B.2 - Bonifications au titre du handicap

Les demandes formulées au titre du handicap tendent à faciliter la mobilité des personnels en situation de handicap afin de leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie et/ou de soins.

 L'article L. 114 du code de l'action sociale et des familles donne une définition du handicap :

« [...] constitue un handicap toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie par une personne dans son environnement en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant. »

❖ **Peuvent prétendre à une bonification de barème au titre du handicap les bénéficiaires de l'obligation d'emploi prévue par la loi de 2005 et qui concerne :**

Les agents qui ont obtenu la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) en cours de validité à la date de référence 31/08/N ;

Les victimes d'accident du travail ou de maladie professionnelle, titulaires d'une rente, ayant une incapacité partielle permanente au moins égale à 10% ;

Les titulaires d'une pension d'invalidité, si celle-ci réduit d'au moins des deux tiers leur capacité de travail ;

Les anciens militaires titulaires d'une pension d'invalidité ;

Les sapeurs-pompiers volontaires victimes d'un accident dans l'exercice de leurs fonctions ;

Les titulaires de la carte d'invalidité.

 Dans le cadre de la politique d'accompagnement de la mobilité, les agents peuvent prétendre à cette bonification de mutation au regard de leur situation personnelle ou de la situation de leur conjoint marié, pacsé ou concubin bénéficiaire de l'obligation d'emploi, ou de celle de leur enfant à charge, âgé de moins de 20 ans le 31 août de l'année du mouvement, handicapé ou dans une situation médicale grave.

Tout agent bénéficiaire de l'obligation d'emploi se voit attribuer une bonification de **3 points** sur son barème brut.

Toutefois, l'agent qui souhaite formuler une demande permettant d'améliorer ses conditions de vie et/ou de soins, doit déposer un dossier auprès du médecin du travail de l'académie pour bénéficier d'une bonification supplémentaire de **500 points**, sous réserve de son avis favorable.

Cette seconde bonification s'applique également à la situation du conjoint marié, pacsé ou concubin avec enfant bénéficiaire de l'obligation d'emploi, ou d'un enfant à charge, âgé de moins de 20 ans le 31 août de l'année du mouvement, handicapé ou dans une situation médicale grave.

III.B.3 - Bonifications liées à l'expérience et au parcours professionnel

Sont pris en compte au titre de l'expérience et du parcours professionnel et donnent lieu à bonifications :

L'affectation en éducation prioritaire

Les bonifications mises en place dans ce cadre ont pour objectif de valoriser l'expérience en éducation prioritaire et d'y favoriser la stabilité des équipes éducatives.

-  Sont prises en compte les affectations dans une école ou un établissement relevant de l'éducation prioritaire (REP) ou de l'éducation prioritaire renforcée (REP+).
-  Pour bénéficier de la bonification, l'enseignant doit être, au moment de sa demande de mutation, affecté dans une école relevant de l'éducation prioritaire ou de l'éducation prioritaire renforcée à titre définitif.

La bonification s'élève à **1 point** par année d'affectation en REP ou REP+, sans interruption sur les 5 dernières années, y compris l'année de la demande de mobilité. En conséquence, elle ne peut excéder 5 points.

Les modalités de détermination de cette durée sont précisées par les consignes départementales.

Chaque année d'activité est prise en compte sous réserve que l'enseignant ait exercé au moins à mi-temps sur l'ensemble de l'année scolaire dans au moins une école ou un établissement relevant de l'éducation prioritaire.

La prise en compte de l'ancienneté

La prise en compte de l'ancienneté permet de prendre en considération l'expérience et le parcours professionnel de l'enseignant. Seules les périodes d'exercice en qualité d'enseignant du premier degré titulaire ou stagiaire sont comptabilisées.

- ❖ **Chaque participant au mouvement se voit attribuer une bonification forfaitaire de 5 points.**

En plus de cette bonification forfaitaire, chaque année d'exercice en qualité d'enseignant du premier degré est prise en compte à hauteur d'1 point, auquel s'ajoutent, pour les années incomplètes, 1/12 de point par mois et 1/360 par jour.

-  La date d'observation de cette ancienneté est le 1er septembre de l'année scolaire en cours.

 Les périodes de congé parental et de disponibilité sont prises en compte conformément à la législation en vigueur : art. 85 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la

fonction publique et décret n° 2020-529 du 5 mai 2020 modifiant les dispositions relatives au congé parental des fonctionnaires et à la disponibilité pour élever un enfant.

Les périodes de temps partiel valent de la même manière que des périodes effectuées à temps complet.

Le renouvellement du premier vœu

Le renouvellement du premier vœu donne lieu à une bonification d'un point par année, dans la limite de 3 points, applicable sur ce seul vœu, sous réserve qu'il s'agisse d'un vœu précis « établissement » (portant sur le même UAI) quelle que soit la nature du support concerné. Les vœux exprimés antérieurement au mouvement 2019 ne sont pas pris en compte.

Le nombre de points déjà obtenus sera remis à zéro dans les cas suivants :

- annulation du fait de l'agent d'une mutation déjà obtenue sur le vœu 1 l'année précédente
- interruption de saisie du même vœu de rang 1
- modification de saisie du vœu de rang 1 (changement d'UAI)

En cas de renouvellement du premier vœu portant sur une école fusionnée pour laquelle un changement d'UAI est intervenu, les enseignants concernés sont invités à prendre contact avec les services gestionnaires afin de formuler une demande de révision du barème.

III.B.4 - Bonifications pour les enseignants concernés par une mesure de carte scolaire

Les enseignants affectés à titre définitif, dont le poste est supprimé par mesure de carte scolaire bénéficient d'une bonification supplémentaire pour permettre leur réaffectation à titre définitif sur un poste vacant.

III.B.4.a - Détermination de l'agent concerné par une mesure de carte scolaire

Observation préalable : La désignation par l'IA-DASEN de l'enseignant obligé de participer au mouvement à la suite d'une mesure de carte scolaire est effectuée sous réserve du principe de protection des travailleurs en situation de handicap. Le cas échéant, il est procédé à un examen de leur situation prenant appui sur l'avis du médecin du travail, saisi par les services de gestion. Celui-ci indique, en fonction de la nature du handicap et des besoins de compensation qui en découlent, s'il est nécessaire de maintenir l'agent sur son poste. Dans ce cas, hormis le cas d'une fermeture d'école, ce personnel est maintenu sur son poste.

Il est procédé de la même manière, et avec les mêmes effets, pour les personnels dont le conjoint marié, pacsé ou concubin est bénéficiaire de l'obligation d'emploi, ou dont l'enfant à charge, âgé de moins de 20 ans le 31 août de l'année du mouvement, est handicapé ou dans une situation médicale grave. Dans ce cas, les personnels concernés doivent faire connaître leur situation au service de gestion au moment de la désignation du personnel faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire, afin que celui-ci puisse saisir le médecin du travail.

Pour l'ensemble des mesures de carte scolaire, il est d'abord fait appel au volontariat parmi les personnels susceptibles de faire l'objet de cette mesure. A cette fin, le service de gestion adresse un message à l'ensemble de ces personnels, afin de leur permettre de faire part de leur volonté de faire l'objet de la mesure. Si plusieurs agents se déclarent volontaires, celui possédant la plus grande ancienneté dans l'école, à titre définitif et sans interruption, est désigné. En cas d'ancienneté égale, les critères secondaires énumérés ci-dessous sont mis en œuvre en sens inversé (de l'ancienneté la plus élevée vers l'ancienneté la moins élevée).

En l'absence de personnel volontaire, est désigné l'enseignant ayant l'ancienneté de poste à titre définitif sans interruption la plus faible dans l'école. Pour les postes d'adjoints, les supports pris en considération sont ceux précisés au § III.B.4.b ci-dessous.

L'école est prise en compte de manière isolée, même si elle appartient à un regroupement pédagogique intercommunal (RPI).

Pour l'enseignant affecté sur son poste actuel par suite d'une mesure de carte scolaire ou de mesures de cartes scolaires successives, l'ancienneté de poste prise en compte intègre celle antérieurement acquise (sur les postes supprimés sur lesquels les mesures de carte scolaire ont été prononcées) dans la limite de 5 ans.

En cas d'ancienneté égale entre deux personnels ou plus, les critères secondaires suivants sont mis en œuvre :

- Ancienneté dans l'école à titre définitif (toutes fonctions confondues, comprenant le cas échéant l'ancienneté conservée par un personnel ayant fait antérieurement l'objet d'une ou plusieurs mesures de carte scolaire successives, dans la limite de 5 ans) : le personnel possédant l'ancienneté dans l'école la plus faible est désigné.
- Ancienneté dans les fonctions d'enseignant du premier degré (ANF). Le personnel possédant l'ancienneté la plus faible est désigné.
- Si ces critères ne permettent pas de départager deux personnels, il est procédé à un tirage au sort par les services de gestion.

En cas d'annulation d'une fermeture de poste, l'enseignant désigné a priorité pour retrouver son poste à titre définitif, et ce jusqu'aux ultimes opérations d'ajustement de carte scolaire opérées à la rentrée scolaire.

Les modalités relatives à la détermination de l'agent faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire s'appliquent selon les mêmes principes aux titulaires remplaçants (TR) et aux titulaires de secteurs (TS).

III.B.4.b - Situation des adjoints faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire

Sont concernés par ces dispositions les personnels affectés sur les postes suivants : enseignant en classe élémentaire, enseignant en classe maternelle, décharge de direction.

Qu'ils aient fait acte de volontariat ou qu'ils aient été désignés en vertu des règles d'ancienneté, ils bénéficient des bonifications suivantes :

- ❖ Une bonification de 999 points sur les postes d'adjoints de l'école d'origine, où la mesure de carte scolaire a été prononcée.
- ❖ Une bonification de 300 points sur les postes d'adjoints implantés dans les écoles situées à une distance maximale de 40 km par rapport à l'affectation antérieure. Dans le Territoire de Belfort, compte tenu de la faible superficie de ce département, cette distance est réduite à 20 km. Cette distance est calculée sur l'application Mappy, en prenant en compte la distance la plus courte, en voiture, de commune à commune.

III.B.4.c - Situation des titulaires remplaçants (TR) faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire

Ils bénéficient des bonifications suivantes :

- ❖ Une bonification de 999 points sur les postes de titulaires remplaçants (TR) de la circonscription d'origine. Cette bonification ne s'applique pas dans le Territoire de Belfort, compte tenu de la taille du département.
- ❖ Une bonification de 300 points sur les postes de titulaires remplaçants (TR) des circonscriptions limitrophes. Concernant le Territoire de Belfort, toutes les circonscriptions sont réputées limitrophes dans l'application de cette règle.

III.B.4.d - Situation des titulaires de secteur (TS) faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire

Ils bénéficient des bonifications suivantes :

- ❖ Une bonification de 999 points sur les postes de TS de la circonscription ou de la zone d'ajustement d'origine.
- ❖ Une bonification de 300 points sur les postes de TS des circonscriptions ou des zones d'ajustement limitrophes. Concernant le Territoire de Belfort, toutes les circonscriptions sont réputées limitrophes dans l'application de cette règle.
- ❖ Une bonification de 200 points sur les postes d'adjoints des écoles implantées dans la circonscription ou dans les communes de la zone d'ajustement d'origine.

III.B.4.e - Situation des personnels relevant de l'enseignement spécialisé ou affectés sur des postes requérant une compétence ou une qualification particulière, faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire

Sont concernés par ces dispositions les postes suivants : RASED, UEE, UEMA, ULIS, EFIV, UPE2A, enseignant SEGPA, EREA, enseignant en milieu pénitentiaire, enseignants itinérants chargés de l'enseignement des langues vivantes.

Cette liste de postes peut, le cas échéant, être complétée par les dispositions départementales.

Ils bénéficient des bonifications suivantes :

- ❖ Une bonification de 300 points sur les postes requérant la même compétence ou qualification situés à une distance maximale de 40 km par rapport à l'affectation d'origine (20 km dans le Territoire de Belfort). Cette distance est déterminée selon les modalités précisées au § III.B.4.b ci-dessus.
- ❖ Une bonification de 300 points sur les postes d'adjoints des écoles situées à une distance maximale de 40 km par rapport à l'affectation d'origine (20 km dans le Territoire de Belfort).
- ❖ Une bonification de 200 points sur tous les postes requérant cette compétence ou qualification au-delà de cette distance.

En cas de transfert d'un poste spécialisé ou requérant une compétence ou qualification particulière d'une école vers une autre école, l'enseignant affecté sur ce poste fait l'objet d'une mesure de carte scolaire et bénéficie d'une bonification de 999 points sur la nouvelle implantation.

III.B.4.f - Fusion d'écoles

Une fusion d'écoles consiste en la réunion de deux écoles (ou plus) en une structure unique, ou bien au regroupement des élèves de deux écoles (ou plus) dans une seule de ces structures.

Sont distinguées :

- ~~— Les fusions d'écoles sans diminution du nombre total des postes~~
- ~~— Les fusions d'écoles s'accompagnant d'une diminution du nombre des postes~~

III.B.4.f.1 Les fusions d'écoles sans diminution du nombre total des postes

Les adjoints affectés dans les écoles concernées par la fusion font l'objet d'une réaffectation sans participation au mouvement. Ils conservent l'ancienneté de poste détenue sur leur précédente affectation. Ces règles s'appliquent aux personnels affectés sur des postes relevant de l'école inclusive ou bien requérant une qualification particulière. Si un poste d'adjoint est supprimé, l'enseignant faisant l'objet de la mesure de carte scolaire est désigné en application des règles décrites au § III.B.4.a ci-dessus appliquées à l'ensemble des personnels des écoles concernées par la fusion.

En ce qui concerne les directeurs, afin de déterminer celui qui est réaffecté sur la direction de l'école issue de la fusion, il est d'abord fait appel au volontariat parmi les directeurs des différentes écoles. A cette fin, le service de gestion adresse un message aux directeurs concernés. Si plusieurs directeurs se déclarent volontaires, celui possédant la plus grande ancienneté sur des fonctions de direction dans son école actuelle est désigné. En cas d'ancienneté de direction égale, celui qui dispose de la plus grande ancienneté dans l'école, tous postes confondus, est désigné. Si de nouveau, plusieurs enseignants sont en situation d'égalité, celui qui dispose de la plus grande ancienneté de direction est maintenu. Si les directeurs ont une ancienneté de direction identique, il est procédé conformément aux règles appliquées aux adjoints (§ III.B.4.a ci-dessus).

Le directeur non affecté dans les fonctions de direction de l'école issue de la fusion bénéficie d'un droit d'option lui permettant d'être réaffecté sur un poste d'adjoint au sein de cette école ou bien de participer au mouvement.

Si un directeur demande une réaffectation en qualité d'adjoint dans l'école issue de la fusion et que le nombre de postes dans cette école ne permet pas d'affecter tous les personnels des différentes écoles, les dispositions relatives aux fusions d'écoles assorties d'une diminution du nombre de postes sont mises en œuvre. Dans ce cadre, le directeur est pris en compte comme un adjoint.

Dans ce dernier cas, si un directeur fait l'objet d'une mesure de carte scolaire, il bénéficie des bonifications suivantes :

Poste perdu	Bonification accordée
Direction d'une école de 2 à 8 classes	<p>999 points sur le poste de direction et les postes d'adjoints de l'école issue de la fusion</p> <p>300 points sur les postes de direction d'écoles de 2 à 8 classes situés à une distance maximale de 40 km du poste perdu (20 km dans le Territoire de Belfort)</p> <p>300 points sur les postes d'adjoints situés à une distance maximale de 40 km du poste perdu (20 km dans le Territoire de Belfort)</p> <p>200 points sur les postes de direction d'école de 2 à 8 classes, sans limitation kilométrique</p>

Direction d'une école de 9 classes et plus	<p>999 points sur le poste de direction et les postes d'adjoints de l'école issue de la fusion</p> <p>300 points sur les postes de direction d'écoles de 2 classes et plus situés à une distance maximale de 40 km du poste perdu (20 km dans le Territoire de Belfort)</p> <p>300 points sur les postes d'adjoints situés à une distance maximale de 40 km du poste perdu (20 km dans le Territoire de Belfort)</p> <p>200 points sur les postes de direction d'école de 2 classes et plus, sans limitation kilométrique</p>
--	---

Si la fusion concerne des écoles de moins de 9 classes chacune et conduit à la constitution d'une école d'au moins 9 classes, le directeur désigné devra être inscrit sur la liste d'accès (dite LA-DIR 9+) annuelle établie au titre de l'année scolaire du mouvement (cf. ci-après § III.D.1.b). Le directeur ou les directeurs n'étant pas inscrits sur cette liste d'accès font l'objet d'une mesure de carte scolaire.

A titre exceptionnel, un délai supplémentaire est accordé au directeur concerné pour solliciter son inscription sur la liste d'accès dite LA-DIR 9+ de sorte qu'il puisse effectivement postuler sur de telles fonctions.

III.B.4.g - Transformation d'une école à une classe en une école à deux classes

L'enseignant chargé d'école bénéficie d'un droit d'option. Il peut demander :

- soit un maintien dans l'école en qualité d'adjoint,
- soit un maintien dans l'école en qualité de directeur deux classes sous réserve de son inscription sur la LA DIR
- soit un changement d'affectation ; il bénéficie alors des bonifications prévues au § III.B.4.b ci-dessus

III.B.4.h - Transformation d'une école à deux classes en une école à une classe

Dans ce cas de figure, la suppression porte sur le poste de l'adjoint et celui-ci est concerné par une mesure de carte scolaire.

Le directeur bénéficie d'un droit d'option, identique à celui dont bénéficient les directeurs des écoles concernées par une fusion (cf. § III.B.4.f) : il peut soit demander un changement d'affectation (et il bénéficie alors des bonifications prévues), soit demander un maintien dans l'école en qualité de chargé d'école à une classe.

III.B.4.i - Fermeture d'école

Est considérée comme une fermeture d'école sa suppression si celle-ci est assortie d'une répartition des élèves sur plusieurs écoles d'accueil (au moins 2 écoles d'accueil). Si les élèves sont

accueillis dans une seule école, la situation sera traitée dans le cadre des fusions d'école (cf § III.B.4.f.).

Lorsqu'une fermeture d'école est prononcée, l'ensemble des personnels de l'école fermée fait l'objet d'une mesure de carte scolaire. Les adjoints bénéficient des bonifications prévues au § III.B.4.b ci-dessus, ou du § III.B.4.e pour les personnels relevant de l'écoles inclusive ou affectés sur des postes requérant une qualification particulière.

Le directeur bénéficie des bonifications accordées aux directeurs faisant l'objet d'une mesure de carte scolaire en cas de fusion d'école (cf. § III.B.4.f).

- les adjoints bénéficient de la bonification maximale de 999 points sur les postes d'adjoints des écoles d'accueil des élèves.
- le directeur bénéficie de la bonification maximale de 999 points sur les postes de directeurs et sur les postes d'adjoints des écoles d'accueil des élèves.

III.B.4.j - Durée des bonifications de mesure de carte scolaire

Cette durée est précisée par les annexes départementales.

III.B.4.k – Tableau de concordance du champ d'application des bonifications de mesures de carte scolaire

Poste supprimé	Bonifications
Poste d'adjoint	999 points sur l'école où la mesure de carte scolaire est prononcée (priorité donnée au maintien sur l'affectation antérieure) 300 points sur les écoles situées à une distance au plus égale à 40 km par rapport à l'affectation antérieure (distance calculée sur l'application Mappy, en prenant en compte la distance la plus courte en voiture, de commune à commune). Dans le Territoire de Belfort, afin de tenir compte de la faible superficie de ce département, cette distance est réduite à 20 km.
Poste de titulaire remplaçant (TR)	999 points sur les postes de TR de la circonscription d'origine 300 points sur les postes de titulaires remplaçants (TR) des circonscriptions limitrophes. Concernant le Territoire de Belfort, toutes les circonscriptions sont réputées limitrophes dans l'application de cette règle.

<p>Poste de titulaire de secteur (TS)</p>	<p>999 points sur les postes de TS de la circonscription ou de la zone d'ajustement d'origine</p> <p>300 points sur les postes de TS des circonscriptions ou des zones d'ajustement limitrophes. Concernant le Territoire de Belfort, toutes les circonscriptions sont réputées limitrophes dans l'application de cette règle</p> <p>200 points sur les postes d'adjoints des écoles implantées dans la circonscription ou dans les communes de la zone d'ajustement d'origine</p>
<p>Poste relevant de l'enseignement spécialisé ou requérant une compétence ou qualification particulière</p>	<p>999 points sur la nouvelle école en cas de déplacement d'un poste spécifique</p> <p>300 points sur les postes requérant la même qualification, situés à une distance maximale de 40 km par rapport au poste précédent (20 km dans le 90)</p> <p>300 points sur les postes d'adjoints des écoles situées à une distance maximale de 40 km par rapport à l'affectation d'origine (20km dans le Territoire de Belfort).</p> <p>200 points sur tous les postes requérant cette qualification au-delà de cette distance</p>
<p>Poste supprimé</p> <p>Direction d'école 2 à 8 classes</p>	<p>Bonifications</p> <p>300 points sur les postes de direction 2 à 8 classes situés à une distance maximale de 40 km du poste perdu (20 km pour le Territoire de Belfort)</p> <p>300 points sur les postes d'adjoints situés à une distance maximale de 40km du poste perdu (20 km dans le Territoire de Belfort)</p> <p>200 points sur les postes de direction 2 à 8 classes sans restriction kilométrique</p>

Direction d'école 9 classes et plus

300 points sur les postes de direction 2 classes et plus situés à une distance maximale de 40 km du poste perdu (20 km pour le Territoire de Belfort)

300 points sur les postes d'adjoints situés à une distance maximale de 40km du poste perdu (20 km dans le Territoire de Belfort)

200 points sur les postes de direction 2 classes et plus sans restriction kilométrique

III.C - Autres situations familiales prises en compte

En dehors des priorités légales, sont prises en compte les éléments suivants de la situation familiale :

III.C.1 - La situation de parent isolé

 Cette situation ne relève pas des priorités légales. Pour autant, les règles applicables sont communes aux différents départements.

- ❖ **La bonification, d'une valeur de 0,99 point, s'applique sur tous les vœux visant à améliorer les conditions de vie des enfants.**

Seuls les parents enseignants qui ont l'autorité parentale exclusive (célibataire, veuf, veuve, divorcé(e)) et ayant à charge un ou des enfants de moins de 18 ans au 31 août de l'année du mouvement peuvent en bénéficier.

 La séparation géographique d'un couple n'entre pas dans les critères de parent isolé et cette bonification n'est pas cumulable avec celles applicables au rapprochement de conjoint, à l'autorité parentale conjointe ni aux vœux liés.

III.C.2 - La bonification au titre des enfants à charge de moins de 18 ans

- ❖ **Elle est calculée en fonction :**

du nombre d'enfants de moins de 18 ans au 31 août de l'année du mouvement
du nombre d'enfants à naître avant cette date

Les personnels concernés fournissent obligatoirement une photocopie du livret de famille pour les enfants de moins de 18 ans ou une déclaration de grossesse ou une reconnaissance anticipée de paternité pour les enfants à naître.

- ❖ **La bonification est d'une valeur de 0,99 point par enfant de moins de 18 ans ou à naître. Elle est plafonnée à 6,93 points, ce qui correspond à 7 enfants.**

III.D - Les postes spécifiques

Des procédures spécifiques de sélection des candidats permettent d'améliorer l'adéquation poste/enseignant et la qualité de l'enseignement prodigué aux élèves. Cette recherche d'adéquation peut conduire à des affectations hors barème, au regard des spécificités de certains postes. Dans ce cadre, une attention particulière est portée au respect de la politique d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

- ❖ **Il existe deux types de postes spécifiques :**

- Les postes à exigence particulière (PEP)

Ceux-ci nécessitent la vérification préalable auprès du candidat de la détention de titres ou de diplômes ou de la possession d'une compétence ou d'une expérience particulière. Pour ces postes, le départage des candidatures s'effectue au barème.

- Les postes à profil du mouvement intra-départemental (postes « PAP »)

Concernant ces postes, l'adéquation poste-profil doit être la plus étroite, dans l'intérêt du service. La sélection des candidats s'effectue hors barème.

Ces postes à profil du mouvement intra-départemental doivent être distingués de ceux offerts parallèlement au mouvement inter-départemental, dits postes « POP ». Ces postes à forts enjeux peuvent en effet être pourvus par des enseignants issus de tout département (~~pages 37 et suivantes~~ des lignes directrices de gestion nationales). Si un POP n'est pas pourvu selon cette procédure faute de candidat répondant au profil, il peut être offert en qualité de PAP au mouvement intra-départemental.

Certains postes à profil du mouvement intra-départemental nécessitent par ailleurs de la part du candidat la détention de titres, de diplômes, ou la possession d'une compétence ou d'une expérience particulière.

III.D.1 - les postes à exigence particulière (PEP)

Après vérification préalable auprès des candidats de la détention de titres ou de diplômes ou de la possession d'une compétence ou d'une expérience particulière, l'affectation sur ces postes est effectuée au plus fort barème, parmi les candidats satisfaisant aux conditions prévues.

III.D.1.a - Les postes de directeur d'école de 2 à 8 classes (hors éducation prioritaire)

Les candidats à une affectation à titre définitif sur l'un de ces postes doivent remplir l'une des conditions suivantes :

1. Être inscrit sur la liste d'aptitude (dite LA DIR) annuelle établie au titre de l'année scolaire du mouvement. L'inscription sur cette liste doit être renouvelée tous les trois ans.
2. Exercer à titre définitif des fonctions de direction d'une école à deux classes et plus. **ATTENTION** : si l'affectation date de plus de trois ans, il est impératif de demander une réactivation de l'inscription sur la LA DIR qui peut être réalisée soit lors de la campagne annuelle d'inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur, soit directement lors de la participation au mouvement, en cochant la case prévue à cet effet.
3. Avoir exercé ces fonctions à titre définitif pendant au moins trois ans durant leur carrière et avoir interrompu l'exercice de ces fonctions, sous réserve de l'avis favorable de l'IEN.

A défaut de satisfaire à ces conditions, il peut être procédé à des affectations provisoires sur ces postes, après recueil de l'avis favorable de l'IEN.

Les enseignants affectés sur des postes de direction lors de la phase principale bénéficient d'une formation d'adaptation préalable à la prise de poste.

III.D.1.b - Les postes de directeur d'école de 9 classes et plus (hors éducation prioritaire)

Les candidats à une affectation à titre définitif sur l'un de ces postes doivent remplir l'une des conditions suivantes :

1. Être inscrit sur une liste d'accès (dite LA-DIR 9+) annuelle établie au titre de l'année scolaire du mouvement. L'inscription sur cette liste doit être renouvelée tous les trois ans. Ne peuvent postuler à cette liste d'accès que les enseignants déjà inscrits sur la LA-DIR ou relevant d'une situation équivalente prévue par le § III.D.1.a
2. Exercer à titre définitif des fonctions de direction d'une école de 9 classes et plus
3. Avoir exercé ces fonctions à titre définitif pendant au moins trois ans durant leur carrière et avoir interrompu l'exercice de ces fonctions, sous réserve de l'avis favorable de l'IEN.

 A défaut de satisfaire à l'une de ces conditions, il peut être procédé à des affectations provisoires sur ces postes, après recueil de l'avis favorable de l'IEN.

Observation : si une école passe de 8 à 9 classes ou plus en dehors d'une fusion d'écoles, le directeur de l'école est automatiquement inscrit sur la LA-DIR 9+. Il est maintenu dans ses fonctions.

III.D.1.c - Les postes de directeur d'école relevant de l'éducation prioritaire (REP et REP+)

Les candidats à une affectation à titre définitif sur l'un de ces postes doivent remplir l'une des conditions suivantes :

1. Être inscrit sur une liste d'accès (dite LA-DIR EP) annuelle établie au titre de l'année scolaire du mouvement. L'inscription sur cette liste doit être renouvelée tous les trois ans. Ne peuvent postuler à cette liste d'accès que les enseignants déjà inscrits sur la LA-DIR ou relevant d'une situation équivalente prévue par le § III.D.1.a.
2. Exercer à titre définitif des fonctions de direction d'une école relevant de l'éducation prioritaire
3. Avoir exercé ces fonctions à titre définitif pendant au moins trois ans durant leur carrière et avoir interrompu l'exercice de ces fonctions, sous réserve de l'avis favorable de l'IEN.

 A défaut de satisfaire à l'une de ces conditions, il peut être procédé à des affectations provisoires sur ces postes, après recueil de l'avis favorable de l'IEN.

Observation : lors du classement d'une école en éducation prioritaire, le directeur de l'école en poste est automatiquement inscrit sur la LA-DIR EP s'il souhaite être maintenu dans ses fonctions.

III.D.1.d - Les postes de directeur d'école relevant de l'éducation prioritaire de 9 classes et plus

Les candidats à une affectation à titre définitif sur l'un de ces postes doivent remplir cumulativement l'une des conditions prévues par le paragraphe 3.D.1.b ainsi que l'une des conditions prévues par le paragraphe 3.D.1.c.

 A défaut de satisfaire à l'une de ces conditions, il peut être procédé à des affectations provisoires sur ces postes, après recueil de l'avis favorable de l'IEN.

III.D.1.e - Les postes de maître formateur

 Ces personnels sont chargés du suivi et de l'évaluation des professeurs des écoles stagiaires, et plus largement de l'accompagnement des étudiants accueillis dans les écoles et se destinant au métier d'enseignant, et de celui des enseignants titulaires en début de carrière.

Peuvent être affectés sur un poste de maître formateur les enseignants titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'instituteur ou de professeur des écoles maître formateur (CAFIPEMF), au moment de leur affectation.

Peuvent être nommés à titre provisoire sur un tel poste des candidats à la certification, en attente des résultats de l'admission.

Les modalités départementales de gestion peuvent prévoir que ces fonctions soient assurées à titre provisoire par des personnels titulaires du CAFIPEMF désignés annuellement en fonction des besoins.

III.D.1.f - Les postes relevant de l'école inclusive (adaptation scolaire et handicap)

🔔 Les postes d'enseignants spécialisés relevant du mouvement inter-degrés prévu par l'annexe 1 qui ne sont pas attribués dans ce cadre sont offerts au mouvement intra-départemental. La plus grande partie des postes sont offerts uniquement au niveau intra-départemental.

Les postes relevant de l'école inclusive susceptibles d'être offerts dans le cadre du mouvement intra-départemental peuvent notamment être implantés :

- Dans des établissements spécialisés : instituts médico-éducatifs (IME), dispositifs thérapeutiques, éducatifs et pédagogiques (DITEP), instituts médico-pédagogiques (IMP), instituts médico-professionnels (IMPRO), y compris dans les unités d'enseignement externalisées relevant de ces établissements
- Dans des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (RASED). Peuvent être affectés dans ces réseaux des enseignants spécialisés chargés des aides à dominante pédagogique (ex-maîtres E), à dominante rééducative (ex-maîtres G) et des psychologues de l'éducation nationale. Les enseignants affectés à un RASED sont rattachés administrativement à une école, qui sera sa résidence administrative.
- Dans des unités localisées pour l'inclusion scolaire en école. Les ULIS écoles sont des dispositifs dédiés à l'accueil des élèves en situation de handicap et ont vocation à permettre leur inclusion dans les classes de l'école.
- Dans des unités localisées pour l'inclusion scolaire en établissement du second degré. Ces dispositifs sont consacrés à l'inclusion scolaire des adolescents en situation de handicap dans l'enseignement secondaire.
- Dans les sections d'enseignement général professionnel et adapté (SEGPA) des collèges, consacrées aux élèves rencontrant des difficultés graves et persistantes auxquelles n'ont pu remédier les actions de prévention, d'aide et de soutien.
- Dans les deux EREA (établissements régionaux d'enseignement adapté) de l'académie qui connaissent des difficultés scolaires importantes et persistantes pouvant être accompagnées de difficultés sociales faisant obstacle à leur réussite
- Dans des unités locales d'enseignement en milieu pénitentiaire

❖ Les postes relevant de l'école inclusive sont attribués au barème selon la hiérarchie et les conditions suivantes :

1. Enseignants en voie de spécialisation (stagiaires préparant le certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'école inclusive - CAPPEI) :

Les enseignants en cours de formation au moment de la participation au mouvement sont prioritaires sur tout autre participant au mouvement pour obtenir le poste sur lequel ils ont été affectés à titre provisoire dans le cadre de leur formation. Cette nouvelle affectation est définitive en cas d'obtention du CAPPEI et provisoire en cas de non-obtention dans l'attente de la réussite au CAPPEI

2. Enseignants spécialisés titulaires du CAPPEI sur le parcours souhaité, pour une affectation définitive. Sont assimilés à ces personnels ceux titulaires du CAPASH, avec l'option correspondant au poste.
3. Enseignants retenus pour une formation CAPPEI à la rentrée suivante : ces enseignants sont affectés à titre provisoire sur un poste correspondant au parcours de formation choisi.
4. Enseignants spécialisés sur un autre parcours (CAPPEI) ou dans une autre option (CAPASH) que celui ou celle correspondant au poste
5. Enseignants candidats libres ou engagés dans un parcours de VAE : ils bénéficient d'une affectation à titre définitif sur le poste occupé à titre provisoire en cas d'obtention du CAPPEI ;
6. Enseignants non retenus pour la formation mais inscrits sur la liste complémentaire et affectés à titre provisoire sur un poste spécialisé. Sous réserve qu'ils en expriment le vœu à l'occasion du mouvement, ils sont reconduits à titre provisoire sur le même poste, si aucun titulaire, stagiaire en formation ou futur stagiaire du CAPPEI ne le demande.
7. Enseignants non spécialisés affectés sur un poste spécialisé : sous réserve qu'ils en expriment le vœu à l'occasion du mouvement, ils sont reconduits à titre provisoire sur celui-ci si aucun titulaire, stagiaire en formation ou futur stagiaire du CAPPEI ne le demande ;
8. Enseignants non retenus pour la formation mais inscrits sur la liste complémentaire ;
9. Autres enseignants, pour une affectation à titre provisoire.

Les candidats à des postes en établissements spécialisés, en ULIS, en SEGPA ou en EREA sont invités à prendre contact avec l'IEN chargé de l'ASH dans le département et avec l'établissement ou l'école concerné afin de s'informer sur les conditions de fonctionnement de ces structures (régime de temps de travail, obligations spécifiques...).

III.D.1.g - Postes d'adjoint dans une école relevant de l'éducation prioritaire

Les candidats à une affectation à titre définitif sur un de ces postes doivent être inscrits sur une liste d'accès (dite LA-EP) annuelle établie au titre de l'année scolaire du mouvement. L'inscription sur cette liste doit être renouvelée tous les trois ans.

 A défaut de satisfaire à cette condition, il peut être procédé à des affectations provisoires sur ces postes.

Lors du classement d'une école en éducation prioritaire, les enseignants de l'école en poste sont automatiquement inscrits sur la LA- EP s'ils souhaitent être maintenus sur leurs postes.

III.D.1.h - Autres postes à exigence particulière

❖ **Postes pour lesquels l'affectation est soumise à entretien devant une commission d'entretien :**

Coordonnateur APADHE (ex-SAPAD)

Enseignant référent pour les usages du numérique (ERUN)

Enseignant référent de scolarisation pour les élèves en situation de handicap (ERSEH). Pour ces postes, la détention du CAPPEI est nécessaire.

Enseignant affecté en UPE2A

Enseignant affecté à la scolarisation des EFIV

Enseignant en classe-passerelle, dédiée à la scolarisation des élèves de moins de 3 ans

Enseignants itinérants chargés de l'enseignement des langues étrangères

 La liste des postes à exigence particulière fait l'objet d'une publication annuelle, au niveau de chaque département, au plus tard à la date de l'ouverture de la période de saisie des vœux. Cette liste peut comprendre d'autres postes que ceux énumérés ci-dessus.

III.D.2 - Les postes à profil du mouvement intra-départemental (PAP)

 L'affectation sur ces postes, qui requièrent un niveau particulier d'adéquation poste / enseignant, est effectuée hors barème, après entretien avec une commission qui attribue un rang de classement aux candidats pour lesquels un avis favorable est émis.

❖ **Ces postes sont les suivants :**

Conseillers techniques auprès des IA-DASEN et chargés de mission à temps plein

Conseillers pédagogiques départementaux ou de circonscription (y compris ASH)

Référents mathématiques de circonscription

Directeur d'école participant à une expérimentation d'école du socle

Coordonnateur de réseau d'éducation prioritaire (REP)

 La liste des postes à profil fait l'objet d'une publication annuelle, au niveau de chaque département, au plus tard à la date de l'ouverture de la période de saisie des vœux. Cette liste peut comprendre d'autres postes que ceux énumérés ci-dessus.

III.E : Modalités techniques de participation au mouvement

Les enseignants participant au mouvement formulent leurs vœux sur MVT1D (Mouvement 1er degré). Sur la base des barèmes qui leur sont associés, les vœux sont traités par un algorithme qui examine successivement les vœux simples et les vœux groupes, selon l'ordre dans lequel ils sont formulés.

Afin d'accompagner les participants au mouvement, un tutoriel est mis à leur disposition par le service gestionnaire.

- Pour les participants obligatoires, si aucune affectation ne peut être attribuée sur la base des vœux exprimés, elle s'effectue hors vœux, à titre provisoire (ou à titre définitif si le nombre minimal de vœux MOB n'a pas été respecté).

Tous les postes sont soit vacants, soit susceptibles d'être vacants et ont vocation à être pourvus. Toutefois, certains postes peuvent être bloqués, notamment en vue de l'affectation des personnels stagiaires ou pour préserver les droits de certains personnels.

- Tout enseignant qui demande un poste s'engage, s'il l'obtient, à l'accepter avec les obligations afférentes.

CONNEXION A L'APPLICATION MVT1D

- Il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier jour d'ouverture du serveur pour saisir les vœux.

Cette saisie est modifiable durant toute la période d'ouverture du serveur.

- ❖ L'application MVT1D est accessible, via I-Prof, à partir de tout poste informatique connecté à internet selon les modalités suivantes :

L'identifiant et le mot de passe sont nécessaires. En cas d'oubli, ils peuvent être obtenus en se connectant à l'adresse <https://pratic.ac-besancon.fr> (cliquer sur « Je ne connais pas mon identifiant et/ou mon mot de passe »).

Cet identifiant et ce mot de passe permettent de consulter, de modifier ou d'annuler la demande pendant toute la période d'ouverture du serveur.

- ❖ Pour se connecter, il convient de procéder comme suit :

- accéder à son "bureau virtuel" à l'adresse internet : <https://pratic.ac-besancon.fr> saisir son "identifiant" et son "mot de passe", puis valider en cliquant sur le bouton "Accéder aux ressources avec authentification" ;

- cliquer sur le bouton « Accès à I-Prof », qui dirige vers l'Assistant Carrière ;

- cliquer sur l'onglet « Les services » puis « Accès à SIAM 1er degré » puis sur « Phase intra-départementale ». Il est alors possible :

- soit de consulter les postes vacants ou susceptibles d'être vacants en utilisant des critères de tri (commune, circonscription, type de poste) ;

- soit de saisir et de modifier sa demande de mutation.

Les personnels arrivant d'un autre département qui rencontrent des difficultés de connexion, sont invités à contacter sans délai le service gestionnaire de la DSDEN de leur département d'affectation.

SAISIE DES VŒUX

➤ MODALITES DE SAISIE APPLICABLES A TOUS LES POSTES

Deux possibilités sont offertes pour saisir les numéros de postes :

la saisie rapide du numéro de poste, préalablement identifié ;

la saisie guidée par recherche du numéro de poste, en sélectionnant la commune ou l'école souhaitée.

Chaque numéro de poste saisi doit être validé pour être pris en compte.

Il est procédé à une vérification des vœux et des barèmes selon des modalités détaillées dans les dispositions départementales.

RESULTATS DE LA PHASE PRINCIPALE

➤ COMMUNICATION DES RESULTATS

Les candidats (titulaires et stagiaires) sont informés individuellement dans MVT1D du résultat de leur participation au mouvement intra-départemental.

NB : Les personnels sollicitant une indemnité pour frais de changement de résidence (indemnité de déménagement), formulent leur demande auprès du SIG 1D (DSDEN du Jura – Service Interdépartemental de Gestion du 1er Degré public – 39 rue Charles Ragny BP 602 39021 Lons-le-Saunier – 03.84.87.27.27).

Le déroulement des phases complémentaire et d'ajustement est défini dans les dispositions départementales. Les enseignants sont informés de leur affectation via leur boîte m3l professionnelle.

IV. Information et accompagnement des enseignants (partie commune)

IV.A - En amont du processus de mobilité

Le ministère 3labore des guides afin de faciliter les démarches des personnels. Ils disposent 3galement de tous les renseignements n3cessaires au bon d3roulement de leur d3marche sur le site Internet des DSDEN, au travers des pages d3di3es sur I-Prof et par le biais de la messagerie associ3e.

IV.B - Pendant le processus de mobilité

Par ailleurs, un dispositif d'aide et de conseil est mis en place au sein de chaque DSDEN. Les candidats 3 une mutation peuvent 3tre accueillis et conseill3s. Ils re3oivent au besoin une aide personnalis3e en fonction de leur situation dans le cadre d'une « cellule mouvement ». Cette

cellule fonctionne tous les jours ouvrés et peut être contactée aux coordonnées précisées dans les dispositions départementales, ou physiquement sur rendez-vous.

 Afin d'être accompagnés au mieux, les participants au mouvement sont instamment priés de porter à la connaissance des services gestionnaires toute modification de leur situation individuelle intervenant pendant les opérations de mouvement (changement de domicile, d'état civil...).

IV.C- Après le processus de mobilité

 Les candidats sont informés individuellement du résultat de leur demande de mobilité.

Des informations plus générales relatives aux résultats du mouvement sont également communiquées.

Ces données ne doivent pas conduire à dévoiler des éléments relatifs à la situation personnelle des intéressés, dont la communication porterait atteinte à la protection de leur vie privée.

Les personnels peuvent former un recours administratif contre les décisions prises à leur encontre.

V. Sécurisation des opérations de mobilité

Les services départementaux sont responsables de la fiabilité des opérations de mobilité.

A cet effet, l'administration s'assure de la bonne prise en compte de la situation familiale et personnelle des agents, vérifie la recevabilité des éléments de leur demande et l'exactitude du barème qui leur est appliqué.

❖ **Les opérations de mobilité font l'objet d'un processus de certification qualité afin de garantir un traitement équitable des situations. Ce plan comprend les types de contrôle suivants :**

Contrôle de recevabilité pour les demandes de mobilité autres que celles effectuées dans le cadre du mouvement ;

Suivi des personnels ayant une obligation de mobilité ;

Contrôle de recevabilité des demandes et des barèmes à partir des critères de classement définis dans les lignes directrices de gestion et des pièces fournies par les candidats ;

Le cas échéant contrôle des avis portés (détachements, affectations sur postes spécifiques,).

Ces contrôles généraux sont effectués à tous les stades des procédures de mobilité sous forme :

D'autocontrôles puis de contrôles croisés pour la validation des demandes et des barèmes, des projets de mouvement ;

De contrôles par échantillonnage en tant que de besoin ;

De contrôles de supervision, à tous les niveaux pour des situations particulièrement complexes et lors de l'élaboration des projets de mouvement.

Un bilan annuel des opérations de mobilité est réalisé chaque année et présenté en CSA.

VI. Recours

Les personnels ayant formulé une demande de mutation au titre de l'article 60 de la loi du 11 janvier 1984 peuvent former un recours administratif contre les décisions individuelles défavorables, lorsqu'ils n'obtiennent pas de mutation ou lorsque devant recevoir une affectation, ils sont mutés sur un poste qu'ils n'avaient pas demandé.

L'enseignant peut alors se faire représenter ou accompagner (y compris en entretien ou devant le tribunal administratif) par un représentant du personnel nommé par l'une des organisations syndicales représentatives en comité social d'administration soit ministériel (CSA-MEN), soit académique (CSA-A), soit spécial départemental (CSA-SD).

VII. Mouvement départemental : modalités propres à chaque département

❖ **Pour chaque département, la partie suivante contient :**

- Les règles départementales autres que celles relevant des priorités légales et des autres règles communes aux départements ;
- Les modalités départementales de mise en œuvre des règles relatives aux priorités légales et autres règles communes aux départements, incluses dans la présente annexe.

VII.A – Modalités en vigueur dans le Doubs

Une note d'information départementale ainsi qu'un calendrier relatifs au mouvement sont communiqués aux enseignants du premier degré du Doubs chaque année.

I - Les priorités légales

1.1 - Précisions relatives aux bonifications liées à l'exercice en éducation prioritaire

 Les enseignants affectés à titre définitif en REP+ ou REP bénéficient d'une majoration de points variant en fonction de l'ancienneté acquise. Cette majoration est cumulée avec celle attribuée pour l'ancienneté dans l'école.

Les titulaires remplaçants de la brigade départementale ainsi que les TSEC et TDEP ne peuvent y prétendre.

L'ancienneté est comptabilisée à compter de la date de labellisation de l'école et non de la date de prise de fonction dans l'école.

Concernant les écoles maternelles Saint-Exupéry, Fribourg, Fourier maternelle et élémentaire de Besançon, l'ancienneté est comptabilisée à compter de la rentrée 2014, date de la refondation de l'école prioritaire.

 Pour bénéficier de la bonification, l'enseignant doit être, au moment de sa demande de mutation, affecté à titre définitif dans une école relevant de l'éducation prioritaire ou de l'éducation prioritaire renforcée.

La bonification s'élève à **1 point** par année d'affectation consécutive en REP ou REP+ et sans interruption sur les 5 dernières années, y compris l'année de la demande de mobilité. En conséquence, elle ne peut excéder 5 points.

Cette bonification est intégrée au barème brut de l'agent.

❖ Les bonifications s'appliquent selon les critères suivants :

- 1 an = 1 point
- 2 ans = 2 points
- 3 ans = 3 points
- 4 ans = 4 points
- 5 ans et au-delà = 5 points

1.2 - Majoration pour ancienneté sur le poste dans l'école d'affectation l'année du mouvement (points de long séjour)

Une majoration de points est attribuée comme indiquée ci-dessous (N.B : Il s'agit d'années scolaires complètes) :

1. L'année scolaire du mouvement est prise en compte ;
2. Ne sont comptées que les années d'affectation à titre définitif ;
3. Les enseignants affectés à **titre provisoire** en SEGPA, EREA, IME, ITEP, IMPRO et ULIS bénéficient de cette majoration au même titre que les TR ASH.

 Lorsqu'un enseignant a été concerné antérieurement par une mesure de carte scolaire, il est tenu compte, **pour calculer son barème**, de l'ancienneté acquise dans l'école (ou les écoles) où il a exercé précédemment. Ne sont comptabilisées que les années d'affectation à titre définitif ayant précédé la ou les mesure(s) de carte.

❖ **Les bonifications s'appliquent selon les critères suivants :**

- 2 ans = 1 point
- 3 ans = 1.5 points
- 4 ans = 2 points
- 5 ans et au-delà = 2.5 points

1.3 - Majoration pour affectation à titre provisoire en I.M.E., I.T.E.P., I.M.P.R.O., ULIS, S.E.G.P.A et E.R.E.A

 Cette bonification concerne les enseignants affectés à l'année dans ces établissements, à temps complet ou à temps partiel. Les remplaçants ASH affectés à titre provisoire bénéficient automatiquement de cette majoration.

❖ **Les bonifications s'appliquent selon les critères suivants :**

- 1 an = 1 point
- 2 ans = 2 points
- 3 ans = 3 points

1.4 - Bonifications pour les enseignants concernés par une mesure de carte

Règle générale

Les conditions d'application des mesures de carte scolaire sont précisées dans la partie commune aux 4 départements au point III.B.4 - *Bonifications pour les enseignants concernés par une mesure de carte scolaire*. (Cf § III.B.4.k - *tableau de concordance du champ d'application des bonifications de mesures de carte scolaire*).

Lorsque l'enseignant touché par une mesure de carte détient un arrêté d'affectation ne correspondant pas à la nature de support faisant l'objet d'une suppression, l'enseignant ayant l'ancienneté de poste la plus faible dans l'école parmi les enseignants affectés sur la nature de support concernée par une fermeture bénéficie d'un droit d'option. Il peut alors formuler le choix d'être réaffecté sur la nature de support vacante (libéré par l'enseignant touché par une mesure de carte scolaire) ou de participer aux opérations du mouvement avec application des bonifications prévues au point III.B.4 des dispositions communes aux 4 départements.

Les bonifications applicables à la suite d'une mesure de carte scolaire sont maintenues jusqu'à l'obtention d'un poste à titre définitif, réduit à 3 ans si aucun vœu n'est formulé dans les règles d'application des MCS.

Les bonifications d'affectation sont appliquées en phase principale et en phase complémentaire.

Cas particuliers des postes de direction d'école

Les directeurs d'école peuvent, s'ils changent de **groupe de direction** ou de **quotité de décharge** à la suite d'une modification du nombre de classes dans leur école, soit être maintenus sur le nouveau poste de directeur en conservant leur ancienneté, soit se voir **attribuer les bonifications suivantes** :

Poste supprimé	Bonifications
Direction d'école 2 à 8 classes	300 points sur les postes de direction 2 à 8 classes situés à une distance maximale de 40 km du poste perdu (20 km pour le Territoire de Belfort) 200 points sur les postes d'adjoints situés à une distance maximale de 40km du poste perdu (20 km dans le Territoire de Belfort) 200 points sur les postes de direction 2 à 8 classes sans restriction kilométrique
Direction d'école 9 classes et plus	300 points sur les postes de direction 2 classes et plus situés à une distance maximale de 40 km du poste perdu (20 km pour le Territoire de Belfort) 200 points sur les postes d'adjoints situés à une distance maximale de 40km du poste perdu (20 km dans le Territoire de Belfort) 200 points sur les postes de direction 2 classes et plus sans restriction kilométrique

Ils doivent en informer expressément l'administration par le biais d'un droit d'option.



Pour rappel : groupes indiciaires de direction et quotités de décharge :

Groupe 1 = direction d'école de 1 classe

Groupe 2 = direction d'école de 2 à 4 classes

Groupe 3 = direction d'école de 5 à 9 classes

Groupe 4 = direction d'école 10 classes et plus

❖ Quotités de décharge :

	Complète	50%	33%	25%
Écoles maternelles, élémentaires et primaires	à partir de 12 classes	9, 10 ou 11 classes	6, 7 ou 8 classes	4 ou 5 classes

1.5 - Les autres éléments du barème (hors priorités légales)

Bonification pour réintégration

📖 Afin de prendre en compte les droits dont bénéficient les agents qui sollicitent une réintégration suite à un congé longue durée, un détachement, ou un poste adapté, une bonification leur est accordée à l'occasion de leur participation au mouvement.

À ce titre, une priorité 2 est appliquée sur les vœux portant sur la commune du dernier poste occupé à titre définitif ou sur des communes limitrophes si aucun poste n'est proposé au mouvement dans la commune du dernier poste occupé.

Situations exceptionnelles

Certaines situations exceptionnelles peuvent donner lieu à l'attribution de 999 points ou d'une priorité facilitant une nouvelle affectation.

II. - Affectations sur postes à caractères particuliers

II.1 - Les postes à exigences particulières

📖 Les conditions d'accès aux postes à exigence particulière sont précisées dans la partie communes aux 4 départements au point III.D.1 : les postes à exigences particulières (PEP).

Les avis favorables émis par la commission d'entretien seront conservés 3 ans.

🔔 Les candidats souhaitant obtenir l'un de ces postes devront les solliciter dans le cadre de leur participation au mouvement.

II.1-1 - Les postes de direction d'école de deux à huit classes, de neuf classes et plus ou relevant de l'éducation prioritaire

Les conditions d'affectation sur les postes de direction d'école sont précisées dans la partie communes aux 4 départements au point III.D.1 : les postes à exigences particulières (PEP).

 Rappel : les instituteurs et les professeurs des écoles régulièrement nommés dans l'emploi de directeur d'école, qui ont interrompu ces fonctions mais qui les ont exercées pendant au moins trois années consécutives ou non (les années d'intérim de direction ne sont pas prises en compte) peuvent à nouveau occuper un poste de direction après avis favorable de leur IEN de circonscription. Ils doivent transmettre **un courrier de demande au service gestion collective, sous-couvert de l'IEN ou solliciter la réactivation de leur liste d'aptitude aux fonctions de directeur d'école 2 classes et plus lors de la participation au mouvement, directement dans l'application MVT1D.**

❖ **Postes de direction restés vacants à l'issue du mouvement :**

Pour les écoles qui ne disposent pas de directeur nommé à titre définitif ou dont le directeur est temporairement absent, le choix de l'enseignant chargé d'assurer l'intérim de direction relève de la compétence de l'IEN.

II.1-2 - Les postes spécialisés

 Les postes relevant de l'ASH peuvent être demandés par tous les enseignants (il est vivement conseillé aux T1 et T2 de ne pas formuler de vœux ASH)

Tous les postes nécessitant un parcours de formation particulier (enseigner en SEGPA ou EREA ; travailler en RASED -aide à dominante pédagogique – aide à dominante relationnelle ; coordonner une Ulis ; enseigner en UE ; enseigner en milieu carcéral ou en centre éducatif fermé ; exercer comme enseignant référent de scolarisation pour les élèves handicapés, ou secrétaire de CDOEA) sont attribués à titre provisoire aux enseignants non qualifiés.

 **Attention : si un enseignant titulaire d'un poste non spécialisé obtient un poste spécialisé à titre provisoire, cela entraîne la perte de son poste détenu jusque-là à titre définitif.**

Les postes spécialisés des anciennes options A, B, C, D, E, F et G sont ouverts aux enseignants titulaires du CAPPEI quel que soit le module de professionnalisation dans l'emploi détenu.

 Les nominations sont effectuées à titre définitif pour les enseignants titulaires du CAPPEI.

Les enseignants sont nommés à titre provisoire durant leur formation au CAPPEI. Ils sont affectés sur un support correspondant au module de professionnalisation préparé. Ils doivent obligatoirement participer au mouvement suivant, y compris pour demander le poste qu'ils occupent durant leur formation. Dès l'obtention de la certification, la nomination s'effectue à titre définitif automatiquement, avec effet rétroactif au 1^{er} septembre de l'année scolaire en cours. Cette mesure vaut aussi pour les enseignants inscrits en candidats libres au CAPPEI ou engagés dans une procédure de validation des acquis de l'expérience (VAE).

Codes priorités	Motifs
10	Stagiaire CAPPEI sur le support occupé lors de l'année de la formation.
20	Titulaire du CAPPEI (ou ex option du CAPASH) ayant suivi le module de professionnalisation correspondant.

	NB : ex CAPASH option D bénéficie du code 20 sur les postes relevant des modules « enseigner en UE » et « coordonner une ULIS ».
30	Stagiaire entrant en formation et inscrit dans le module de formation correspondant à la nature du poste souhaité.
40	Titulaire d'un autre module de professionnalisation CAPPEI (ou d'une autre option CAPASH).
45	Candidat libre au CAPPEI ou engagé dans une procédure de VAE.
50	Enseignant inscrit sur la liste complémentaire au départ en formation CAPPEI et déjà affecté à titre provisoire sur un poste spécialisé dans le module de professionnalisation correspondant.
55	Enseignant non spécialisé déjà affecté à titre provisoire sur le poste.
60	Enseignant inscrit sur la liste complémentaire au départ en formation du CAPPEI (sur tout poste ASH avec réservation du titre définitif pour l'année scolaire).
70	Autres cas

 **RAPPEL** : Un appel d'offres sur postes ASH restés vacants est diffusé à l'issue de la 1^{ère} phase du mouvement, y compris pour les postes « aide à dominante pédagogique » (ex option E) ou « aide à dominante relationnelle » (ex option G).

Les volontaires retenus après avis de l'IEN de la circonscription sont affectés selon la procédure dite d'«affectation à l'année» (AFA) ou à titre provisoire et restent le cas échéant titulaires de leur poste détenu à titre définitif.

Les enseignants retenus à la suite de l'appel d'offres sont affectés en priorité sur ces postes et leurs vœux éventuels en phase complémentaire ne sont pas pris en compte.

Tous les enseignants peuvent candidater s'ils ne sont pas déjà affectés sur un support ASH, y compris à titre provisoire. Ils sont départagés dans le respect des priorités ci-dessus listées puis au barème.

Les postes restés vacants à l'issue de ces appels d'offre seront attribués aux titulaires 3^{ème} année les moins barémés, n'ayant jamais exercé dans l'ASH, puis aux titulaires 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} année etc... si le contingent de titulaires 3^{ème} année n'est pas suffisant. **À titre exceptionnel, et en dernier recours, des titulaires 1^{ère} et 2^{ème} année pourront être affectés sur des postes ASH restés vacants.**

II.1-3 - Postes dans les établissements hébergeant une structure d'enseignement spécialisé ou adapté (IME, IMPRO, ITEP, SEGPA, ULIS, EREA)

Les enseignants candidats à des postes de ce type doivent au préalable prendre contact avec l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de l'ASH et avec les établissements concernés pour ce qui relève des contraintes propres au fonctionnement de ces établissements (horaires, obligations spécifiques, etc.).

II.2 - Missions de tutorat confiées aux enseignants titulaires du CAFIPEMF (PEMF)

Le nombre de tuteurs chargés du suivi et de l'évaluation des professeurs des écoles stagiaires est arrêté chaque année par l'IA-DASEN en fonction du nombre de stagiaires affectés dans le département.

Les tuteurs sont désignés annuellement parmi les titulaires du CAFIPEMF sollicitant les fonctions de tuteurs.

Un classement des candidatures est effectué au regard de l'ancienneté dans la fonction de tuteur, puis de l'ancienneté de fonction d'enseignant 1er degré (ANF).

II.3 - Postes à profil

 Les conditions d'accès aux postes à profil sont précisées dans la partie communes aux 4 départements au point III.D.2 : les postes à profil (PAP).

Pour les appels à candidature publiés après la phase principale du mouvement, les affectations sont prononcées à titre provisoire. Les candidats non retenus pourront demander à être reçus à leur demande pour obtenir des éléments relatifs à l'avis exprimé par la commission d'entretien.

Les enseignants ayant obtenu un poste à profil lors d'un mouvement précédent et souhaitant muter sur le même type de poste à profil dans un autre établissement doivent répondre à l'appel à candidature afin d'obtenir un rang de classement.

 Les candidats souhaitant obtenir l'un de ces postes devront les solliciter dans le cadre de leur participation au mouvement.

II.4 - Postes en Zone de Secteur d'Ajustement (ZSA et ZDA) (T.SEC et T.DEP)

Les TSEC et TDEP sont affectés sur un secteur d'ajustement ou une zone d'ajustement.

- ❖ **Nominations sur les postes** : Les nominations sur les postes en ZSA ou ZDA sont prononcées à titre définitif sur un secteur déterminé lors de la première phase du mouvement. Ces postes sont étiquetés "T.SEC" ou "T.DEP" sur la liste des postes vacants et sont accessibles à tous.

Les personnes nommées sur des postes en ZSA ou ZDA sont titulaires des supports T.SEC ou T.DEP, mais **pas de l'affectation provisoire sur les postes fractionnés ou entiers qui pourront**

changer chaque année, les affectations N-1 pouvant être modifiées en fonction de la réservation des demi-postes pour les stagiaires et des organisations pédagogiques arrêtées par les IEN.

À titre exceptionnel et faute de reliquats de postes disponibles, les T.SEC ou T.DEP pourront être nommés sur des postes de TR, mobilisables dans les communes composant leur secteur ou zone d'ajustement.

II.5 - Postes de remplaçants "brigade départementale"

🔔 Ils sont implantés dans les circonscriptions et rattachés administrativement à une école. Les enseignants affectés sur ces postes peuvent être appelés à effectuer des remplacements des enseignants placés en position de congés ou bénéficiant d'un départ en stage de formation. Les fonctions de remplacement sont exercées sur l'ensemble du département.

Dans le cas particulier des titulaires remplaçants appelés à effectuer des remplacements en ASH, ils sont invités, au vu des sujétions spéciales qui leur sont attachées, à prendre contact avec l'IEN ASH.

Il n'est pas possible de rester sur un support de remplacement en travaillant à temps partiel.

Si le temps partiel commence dès le début de l'année scolaire, l'affectation de l'enseignant à temps partiel est arrêtée à la phase complémentaire dans les mêmes conditions que celles des titulaires de poste en zone de secteur d'ajustement. Ils conservent le bénéfice de leur poste de remplaçant.

Si le temps partiel débute en cours d'année, l'enseignant est affecté provisoirement et prioritairement par l'administration sur un support vacant correspondant à sa quotité de service et autant que possible au plus près de sa résidence administrative, ou à défaut, mis à disposition de la circonscription sur son support de remplacement.

RAPPEL - Vœux groupes :

- les vœux de titulaire remplaçant Brigade commune de Besançon permettent d'attribuer des postes sur toutes les circonscriptions de Besançon (Besançon 1, Besançon 2, Besançon 3, Besançon 4, Besançon 7, Besançon 8) sauf titulaire remplaçant Brigade ASH
- les vœux de titulaire remplaçant Brigade commune de Montbéliard permettent d'attribuer des postes sur toutes les circonscriptions de Montbéliard (Montbéliard 1, Montbéliard 2, Montbéliard 3, Montbéliard 4).

III. - L'affectation

III.1 - Formulation des vœux

Ces vœux peuvent porter sur des postes précis ou sur des vœux groupes.

- ❖ **40 vœux maximum peuvent être formulés.** Les affectations sur vœux précis sont prononcées à titre définitif (sauf pour les postes nécessitant la détention de titres ou prérequis).

 **ATTENTION** : Pour les participants obligatoires, et afin d'augmenter les possibilités d'obtenir une affectation au plus proche des souhaits, il est vivement conseillé de formuler des vœux groupes en élargissant le choix des zones autour du secteur désiré (secteur, commune, regroupement de communes : voir la composition des vœux groupes en annexe de la note de service départementale).

III.1.1 - Les vœux groupes

La saisie de vœux groupes est accessible à tous les participants.

 Parmi ces vœux groupes, certains sont étiquetés « MOB » (mobilité obligatoire). Tous les enseignants peuvent formuler une demande sur ce type de vœu.

Les participants obligatoires doivent impérativement saisir **au moins 1 vœu groupe « MOB »**.

 Les enseignants touchés par une mesure de carte scolaire ne sont pas considérés comme des participants obligatoires.

Si le nombre minimum de vœux groupes « MOB » à saisir n'est pas respecté, la participation sera considérée comme incomplète.

Une nomination sera alors prononcée **à titre définitif sur tout poste resté vacant**.

III.1.2 - Les vœux liés

 Si un couple d'enseignants du premier degré public du Doubs lie ses vœux, l'identifiant du conjoint doit figurer sur la fiche de vœux du participant.

Pour pouvoir bénéficier de ce dispositif, le couple d'enseignants doit être soit marié, soit PACSE, soit en concubinage avec un enfant né ou adopté et reconnu par les deux parents au 1^{er} mars de l'année N ou ayant reconnu par anticipation au plus tard le 1^{er} mars de l'année N un enfant à naître avant le 1^{er} septembre.

❖ Les vœux peuvent être liés de façon :

▪ **Unilatérale :**

Conjoint 1		Conjoint 2	
Vœux	Vœux du conjoint	Vœux	Vœux du conjoint
Support A	Support B	Support B	

Le conjoint 1 ne pourra obtenir le support A que si le conjoint 2 obtient le support B.

Le conjoint 2 peut obtenir le support B quel que soit le résultat du mouvement pour le conjoint 1.

▪ **Stricte :**

Conjoint 1		Conjoint 2	
Vœux	Vœux du conjoint	Vœux	Vœux du conjoint
Support A	Support B	Support B	Support A

Le conjoint 1 ne pourra obtenir le support A que si le conjoint 2 obtient le support B.

Le conjoint 2 ne pourra obtenir le support B que si le conjoint 1 obtient le support A.

III.2 - L'affectation aléatoire

 Cette phase ne concerne que les participants obligatoires (sauf les enseignants concernés par une mesure de carte). Dans le cas où aucun des vœux simples n'a pu être satisfait, l'algorithme affecte les agents concernés jusqu'à épuisement des postes restant vacants dans le département.

Ces affectations sont prononcées à titre provisoire si le participant obligatoire a bien saisi au moins 1 vœu groupe « MOB ».

III.3 - La phase complémentaire

Les participants obligatoires n'ayant pas obtenu de poste lors de la phase principale du mouvement, seront affectés lors de la phase complémentaire sur des postes ou reliquats de postes restés vacants. Pour ce faire, les enseignants renseignent une fiche de souhaits indicatifs. Ils seront affectés dans le respect du barème.

Les enseignants sont informés de leur affectation via leur boîte mél professionnelle et par SMS.

III.4 - La phase d'ajustement

Les enseignants sans poste ou nommés TR en surnombre au sein d'une circonscription lors de la phase complémentaire, peuvent être affectés à titre provisoire, à la rentrée scolaire, sur tout poste devenu vacant à l'issue du mouvement complémentaire ou sur des ouvertures de postes prononcées lors du CSA-SD de rentrée.

Les enseignants sont informés de leur affectation via leur boîte mail professionnelle.

IV – Information et accueil des enseignants

Afin de faciliter les démarches de mobilité des enseignants, un dispositif d'aide et de conseil est mis en place au sein de la direction des services départementaux de l'éducation nationale du Doubs. Les candidats à une mutation peuvent prendre contact avec le service de la gestion collective des personnels enseignants du 1^{er} degré, cellule « mouvement », qui est à leur disposition du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 au 03.81.65.48.56 ou par courrier électronique à l'adresse : ce.gestco.dsden25@ac-besancon.fr.

 Les dates d'ouverture de cette cellule « mouvement » sont précisées dans la note d'information départementale.

V. - Dispositions particulières

V.1 - Affectation sur poste réservé pendant un congé parental ou un congé de formation professionnelle

Les enseignants affectés à titre provisoire sur des postes réservés à des enseignants en congé parental ou en congé de formation professionnelle, peuvent être, au retour de ces enseignants, réaffectés en cours d'année sur tout poste et, dans la mesure du possible sur le même secteur. Les situations sont néanmoins examinées en fonction de l'intérêt du service.

V.2 - Disponibilité

 Les premières demandes, comme les demandes de renouvellement ou de réintégration doivent être présentées conformément à la réglementation en vigueur, (cf. note de service départementale) avant le début du mois de mars. Passé cette date, les demandes seront examinées au cas par cas.

La disponibilité ne peut être accordée ou renouvelée qu'à compter du début de l'année scolaire et pour la durée de l'année scolaire concernée, à l'exception d'une demande pour élever un enfant de moins de 12 ans ou donner des soins à un enfant, conjoint, partenaire (PACS) ou ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie grave ou atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne et pour suivre son conjoint. La réintégration en cours d'année scolaire ne peut être accordée qu'à titre tout à fait exceptionnel et si les contraintes du service le permettent.

V.3 - Réserve de poste

❖ Le poste est réservé de droit aux enseignants en position de :

- congé de formation professionnelle : pendant la durée du congé ;
- congé de longue maladie (CLM) : pendant la durée du congé.

❖ Le poste est réservé pour la durée du stage ou de la mission dans les cas suivants :

- stage long (DDEEAS, CAFIPEMF, CAPPEI, liste complémentaire CAPPEI ayant obtenu un poste au mouvement) ;
- conseiller en formation continue (année probatoire) ;
- stagiaire dans un autre corps ou engagé dans le parcours passerelle (parcours de requalification sur poste administratif de catégorie A) ;
- faisant fonction à l'année de conseiller pédagogique, d'IEN ou de personnel de direction dans un établissement du 2° degré.

❖ Le poste est réservé également pour :

- enseignant bénéficiant d'un congé parental : jusqu'aux 3 ans de l'enfant, non cumulable (ne peut excéder 3 ans) ;
- titulaire remplaçant brigade départementale en cas d'exercice à temps partiel ;
- enseignant ayant répondu à l'appel d'offres à titre provisoire sur poste ASH ;
- tous les enseignants affectés en AFA ;
- enseignants bénéficiant d'une mise en disposition dans la limite de 3 ans.

❖ **Le poste peut être réservé, sur demande de l'enseignant et sous réserve des nécessités de service, dans les cas suivants :**

- disponibilité pour charge de famille seulement pendant 1 an, renouvelable une fois, et si la disponibilité est non consécutive à un congé parental ;
- disponibilité pour soins seulement pendant 1 an ;
- congé de longue durée (C.L.D), seulement pendant 1 an ;
- congé pour invalidité temporaire imputable au service, seulement pendant 1 an (art 47-11 décret 2019-122 du 21 février 2019).

 **Il n'y a pas réservation de poste dans les cas suivants :**

- détachement autre que pour accomplir un stage préalable à la titularisation dans un autre corps ou un autre ministère ;
- disponibilité autre que pour charge de famille et soins ;
- poste adapté.

V.4 - Travail à temps partiel

Les modalités d'organisation du temps partiel se font dans l'intérêt du service et des élèves.

Les demandes de travail à temps partiel, accordées pour une année scolaire, doivent être présentées avant la date limite précisée par la note de service départementale relative aux modalités de gestion des demandes de temps partiels.

Les demandes de travail à temps partiel consécutives à un congé de maternité peuvent intervenir en cours d'année scolaire. Elles doivent être formulées 2 mois avant la fin du congé de maternité. Le temps partiel est accordé de droit.

Les enseignants nommés sur un poste de brigade de remplacement qui demandent à travailler à temps partiel sont affectés par l'administration, à titre provisoire, jusqu'à la fin de l'année scolaire sur un ou plusieurs autres supports correspondants à leur quotité de travail. Dans la mesure du possible ils sont nommés au plus près de leur résidence administrative. Les enseignants, titulaires à titre définitif de leur poste de remplaçant, retrouvent celui-ci à la rentrée scolaire suivante. Ils conservent leur poste à titre définitif. Ils peuvent conserver leur poste définitif.

Le cas échéant, les postes à temps partiel et les décharges de directions sont couplés prioritairement au sein d'une même école.

Lors d'une reprise à temps complet en cours d'année scolaire, l'enseignant peut, selon la date de reprise, soit retrouver son poste, soit être affecté provisoirement sur un autre support, en fonction de l'intérêt du service. Les reprises à temps complet en cours d'année scolaire ne concernent que les temps partiels de droit.

À titre exceptionnel, les enseignants bénéficiant d'un temps partiel sur autorisation peuvent reprendre à temps plein en cours d'année scolaire. La situation sera appréciée par les services compétents.

Le temps partiel annualisé est accordé sous réserve que deux demandes de cette nature puissent être couplées dans l'intérêt du service, en tenant compte en priorité de l'implantation géographique des postes. Les périodes travaillées doivent être compatibles.

VII.B – Modalités en vigueur dans le Jura

I - Organisation générale du mouvement intra-départemental

I.1- Information et conseils aux enseignants

 Toutes les informations utiles au bon déroulement de leur démarche sont publiées sur le site départemental <http://www.ac-besancon.fr/spip.php?rubrique117> et sur l'adresse professionnelle de chaque enseignant : prénom.nom@ac-besancon.fr

I.2- Déclinaisons départementales des modalités de participation au mouvement

I.2.a - Renoncement à un poste détenu à titre définitif

Les enseignants qui souhaitent introduire une demande de renoncement à leur poste détenu à titre définitif doivent adresser un courrier motivé en ce sens à leur IEN de circonscription, selon un calendrier précisé chaque année.

Les accords ou refus seront notifiés avant l'ouverture du serveur. Après accord, cette décision est irrévocable et l'enseignant perdra son poste au 1er septembre de l'année en cours.

En cas d'accord, l'enseignant devra obligatoirement participer au mouvement, selon les règles habituelles, sans point de suppression ; s'il n'obtient pas de poste lors de la phase principale du mouvement, il sera affecté à titre provisoire lors du mouvement complémentaire.

❖ **Dans le cas d'une suppression de poste dans l'école où un enseignant a renoncé à son poste :**

Si l'enseignant, qui a renoncé à son poste, est l'enseignant touché par la mesure de carte scolaire alors sa demande de renoncement serait caduque et il bénéficierait des points relevant de la priorité légale Bonification pour les enseignants concernés par une mesure de carte (se référer au LDG académique mobilités- annexe 2 - 1er degré- paragraphe III.B.4).

Si l'enseignant, qui a renoncé à son poste, n'est pas l'enseignant touché par la mesure de carte alors il ne bénéficie pas des points relevant de la priorité légale Bonification pour les enseignants concernés par une mesure de carte (se référer au LDG au LDG académique mobilités- annexe 2 - 1er degré- paragraphe III.B.4).

I.2.b- Les modalités de participation

1/ Pour l'ensemble des participants obligatoires et facultatifs :

 Les participants obligatoires ou facultatifs ont la possibilité de saisir 40 vœux au maximum, ces vœux peuvent porter sur des vœux simples (école ou établissement) et sur des vœux groupes.

Pour les participants facultatifs, la saisie de vœux groupes n'est pas obligatoire.

❖ Un vœu groupe est composé :

- d'une donnée correspondant à un support ;
- et d'une donnée correspondant à une délimitation géographique.

Pour chaque vœu groupe, l'enseignant peut classer par ordre de préférence, les postes qui le constitue.

Il est possible d'alterner des vœux simples (école ou établissement) d'une part et des vœux groupes d'autre part.

Il convient de se référer à l'annexe sur les vœux groupes pour en connaître la composition.

Pour les vœux groupe, le candidat doit déterminer le support sur lequel il souhaite exercer et la zone géographique dans laquelle il souhaite être affecté. L'enseignant formulant un vœu groupe est automatiquement candidat sur tout poste correspondant au support choisi dans la zone géographique définie.

| Exemple : élémentaire Champagnole sud.

 Sont exclus des vœux groupes, les postes à exigences particulières et les postes à profils.

Les vœux groupes sont examinés dans l'ordre de classement de tous les vœux et non plus après l'examen des vœux sur postes précis.

 Il est recommandé aux enseignants, dont la participation au mouvement est obligatoire, de saisir un maximum de vœux simples et vœux groupes. En effet, si l'enseignant reste sans affectation alors il peut être affecté à titre provisoire sur tous supports vacants au niveau départemental. (3 / Affectation hors vœu)

2/ Pour les participants obligatoires :

Les participants obligatoires doivent saisir au moins 3 vœux groupes relevant de la mobilité obligatoire. Ces groupes sont identifiés depuis l'application MVT1D grâce au libellé « MOB » et également dans l'annexe sur les vœux groupes.

 Le non-respect de cette consigne entraînera une affectation à titre définitif si le poste ne comporte pas de prérequis ou à titre provisoire si le poste comporte un prérequis de manière aléatoire sur l'ensemble du département si aucun vœu saisi n'a pu être satisfait.

3/ Affectation hors vœux pour les participants obligatoires :

 Dans le cas où un participant obligatoire n'aurait pas saisi le nombre requis de vœux groupes identifiés « MOB » ou si le participant obligatoire reste sans affectation alors il peut être affecté sur un poste resté vacant au mouvement.

Il convient de se référer à l'annexe groupe « hors vœux » pour en connaître la composition.

❖ ATTENTION CAS PARTICULIER POUR :

- Vœux précis poste de direction 2 classes et plus ou vœux groupes composés de supports de direction de 2 classes plus.

L'enseignant, n'étant pas inscrit sur la liste d'aptitude de direction et/ou sur les listes d'accès direction 9 classes et plus et/ou sur la liste d'accès direction en éducation prioritaire, se verra proposé une affectation à titre provisoire.

 **ATTENTION :** L'enseignant, participant facultatif, affecté à titre provisoire suite à la saisie de vœux précis ou de vœux groupes sur un poste de direction 2 classes et plus sans posséder les conditions requises (LA Dir, liste d'accès) perd le poste à titre définitif qu'il occupe au cours de la présente année scolaire.

Les affectations prononcées à titre provisoire sur ces supports correspondront à des postes banalisés adjoints.

Ensuite, un enseignant faisant fonction de direction sera désigné par l'inspecteur de circonscription, après concertation avec l'équipe enseignante de l'école concernée ; à défaut, l'inspecteur d'académie, après avis de l'IEN de circonscription, procédera à la nomination du directeur.

1.3 - Les principes de l'affectation

Il est d'abord procédé à l'examen des vœux simples et/ou groupe dans l'ordre de classement des vœux.

Puis, uniquement pour les participants obligatoires, si aucun vœu simple et/ou groupe n'a pu être satisfait ou si le nombre de vœux groupe « MOB » est inférieur au nombre de vœux requis, il est procédé à une affectation d'office, selon les postes restants vacants à l'issue du mouvement.

En fonction du code priorité, c'est le candidat dont le barème est le plus élevé qui est proposé, puis, à barème égal, rang du vœu, sous rang du vœu (pour un vœu groupe) puis ancienneté de fonction enseignant du 1^{er} degré, ancienneté sur le poste et enfin un tirage au sort.

❖ Modalités d'affectation sur les vœux simples et vœux groupes « MOB » ou autre pour les participants facultatifs et obligatoires :

- **Poste sans pré requis :** affectation à titre définitif ;
- **Poste avec pré requis :** affectation à titre définitif si détention du titre, affectation à titre provisoire dans le cas contraire.

❖ **Modalités d'affectation « hors vœux » pour les participants obligatoires :**

- **Ayant saisi le nombre de vœux groupe « MOB » attendu :** affectation à titre provisoire quel que soit le type de poste ;
- **N'ayant saisi aucun vœu groupe « MOB » ou n'ayant pas saisi pas le nombre requis de vœu groupe « MOB » :** affectation à titre définitif si le poste ne nécessite pas de pré requis, affectation à titre provisoire dans le cas contraire.

CAS PARTICULIERS DES ECOLES PRIMAIRES

(Liste consultable sur le site dédié au mouvement départemental)

Les vœux sur poste d'adjoint de classe maternelle ou élémentaire dans une école primaire ne garantissent pas l'obtention d'un niveau de classe en particulier. En effet, l'organisation pédagogique de l'école étant arrêtée par le directeur d'école après avis du conseil des maîtres, l'enseignant pourra aussi bien se voir confier une classe maternelle qu'élémentaire.

Aucune contestation ne peut être prise en compte pour ce motif.

 Les résultats sont communiqués via l'application MVT1D.

Toute nomination, qu'elle intervienne à titre définitif ou à titre provisoire, entraîne l'obligation d'occuper effectivement le poste attribué.

I.4 - Le mouvement complémentaire du mois de juin

 A l'issue du mouvement principal, les enseignants, restant sans affectation, sont classés par ordre de barème décroissant. L'affectation est retenue au regard des vœux saisis lors de la phase principale sur les postes restés vacants ou qui se sont libérés après la fermeture du serveur.

Dès lors que tous les postes vacants ont été pourvus, les enseignants sans affectation sont nommés titulaires remplaçants en surnombre dans une circonscription.

Afin de couvrir l'ensemble des besoins sur le département, des affectations peuvent être prononcées en dehors des vœux saisis lors de la phase principale du mouvement.

Un appel à candidature pour les volontaires est transmis afin de pourvoir les postes relevant de l'enseignement spécialisé restés vacants (*voir procédure dispositions départementales V.A.2.f*).

Les enseignants sont informés de leur affectation via leur boîte mail professionnelle.

I.5 - Le mouvement complémentaire du mois de septembre

Les enseignants nommés TR surnombre lors de la phase complémentaire du mois de juin peuvent être affectés au moment de la rentrée scolaire sur des postes d'adjoint dans les écoles où une ouverture à titre provisoire aura été prononcée lors du CSASD de rentrée ou sur tous postes devenus vacants à l'issue du mouvement complémentaire de juin. Ces enseignants ne sont donc plus TR et deviennent adjoints dans une école.

Les enseignants sont informés de leur affectation via leur boîte mail professionnelle.

II - Déclinaisons départementales des dispositions relatives au barème et aux mesures de carte scolaire

Le barème départemental est composé des bonifications attribuées dans la cadre des priorités légales communes au niveau académique auxquelles il convient d'ajouter des bonifications spécifiques départementales.

II.1 - Bonifications liées aux priorités légales

Il convient de se référer aux lignes directrices de gestion académiques - paragraphe III.B - auxquelles les précisions départementales suivantes sont à ajouter :

II.1.a - Bonifications liées à la situation familiale

Les bonifications accordées au titre de la situation familiale ne sont pas cumulables (rapprochement de conjoint ou autorité parentale conjointe ou situation de parent isolé).

 Les points ne sont accordés pour ces majorations que si l'enseignant a retourné l'annexe correspondant à sa demande accompagnée des pièces justificatives.

1) Le rapprochement de conjoint

Aux dispositions communes académiques, les précisions suivantes sont apportées au niveau départemental.

❖ **Le lieu d'exercice retenu est le suivant pour les enseignants :**

titulaires remplaçants : affectation commune école de rattachement ;

titulaires secteurs ou adjoints fractionnés : commune établissement principal.

La bonification ne peut pas être attribuée aux vœux de titulaire remplaçant, titulaire de secteur, **vœux groupes composés de plusieurs communes.**

Le calcul kilométrique est établi via un logiciel « grand public », en tenant compte du trajet le plus court en kilomètres et sans péage.

 Les enseignants souhaitant solliciter cette bonification devront impérativement transmettre l'annexe « *formulaire de demande de bonification au titre du rapprochement de conjoint* » accompagnée des pièces justificatives indiquées sur ce document, au plus tard à la date de fermeture du serveur.

2) L'autorité parentale conjointe

Aux dispositions communes académiques, les précisions suivantes sont apportées au niveau départemental.

Les enseignants, souhaitant se rapprocher du lieu d'habitation de l'autre détenteur de l'autorité parentale, ayant à charge un ou des enfants de moins de 18 ans au 1^{er} septembre de l'année du mouvement, ou enfant à naître jusqu'à la date du 31 août de l'année du mouvement, et exerçant l'autorité parentale conjointe (garde alternée, garde partagée, droits de visite) peuvent formuler une demande à ce titre.

La bonification ne peut pas être attribuée aux vœux de titulaire remplaçant, titulaire de secteur, **vœux groupes composés de plusieurs communes.**

Le calcul kilométrique est établi via un logiciel « grand public », en tenant compte du trajet le plus court en kilomètres et sans péage.

 Les enseignants souhaitant solliciter cette bonification devront impérativement transmettre l'annexe « *formulaire de demande de bonification au titre de l'autorité parentale conjointe* » accompagnée des pièces justificatives indiquées sur ce document, au plus tard à la date de fermeture du serveur.

II.1.b - Bonifications au titre du handicap

Aux dispositions communes académiques, les précisions suivantes sont apportées au niveau départemental.

Pour bénéficier de la bonification de **500 points**, les enseignants répondant à au moins un des critères listés au paragraphe III.B.2 des lignes de gestion académique doivent impérativement transmettre l'annexe « *formulaire de demande de bonification au titre du handicap* » accompagnée des pièces justificatives indiquées sur ce document, au plus tard à la date de fermeture du serveur.

II.1.c - Bonifications liées à l'expérience et au parcours professionnel

1) Bonifications au titre de l'exercice en Éducation Prioritaire

Aux dispositions communes académiques, les précisions suivantes sont apportées au niveau départemental.

❖ **La condition d'attribution de la bonification est la suivante :**

Exercer en Réseau Education Prioritaire (REP) sur les 5 dernières années sans interruption à la date de la demande de mutation (dans une ou plusieurs écoles en REP) devant une classe à titre définitif ou à titre provisoire.

2) Bonifications au titre de l'ancienneté

 Il convient de se référer aux lignes directrices de gestion académiques – annexe 1er degré – dispositions communes - paragraphe III.B.3.

3) Bonifications au titre du renouvellement du même premier vœu

 Il convient de se référer aux lignes directrices de gestion académiques – annexe 1er degré – dispositions communes - paragraphe III.B.3.

4) Bonifications au titre de l'ancienneté dans le poste

- ❖ **2 points** à l'enseignant qui est resté 3 ans dans le même poste (nature de support identique ex : adjoint ordinaire, directeur) en qualité de titulaire dans le dernier poste.
- ❖ **½ point est ensuite attribué par année supplémentaire.**

Le total ne peut dépasser 4 points.

Lorsqu'un enseignant, touché antérieurement par une mesure de carte scolaire, l'est à nouveau, il conserve l'ancienneté acquise dans le poste, peu importe la nature du support (ou les postes, en cas de plusieurs mesures successives) où il a exercé précédemment à titre définitif (ou à titre définitif sous réserve de l'obtention du Capsais /CAPASH/CAPPEI complet).

Son barème est calculé en tenant compte de cette ancienneté. Il en est de même pour un enseignant arrivant d'un autre département.

5) Bonifications pour un enseignant faisant fonction poste de direction

L'enseignant, ayant fait fonction de directeur durant l'intégralité de l'année scolaire, bénéficie d'une priorité pour obtenir le poste de direction à titre définitif sur lequel il a fait fonction. Le vœu correspondant doit être classé en rang 1.

Les conditions suivantes doivent être réunies :

- inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeur d'école à 2 classes et plus (LA Dir) en cours de validité ou le cas échéant sur les listes d'accès 9 classes et plus et/ou REP ;
- le poste occupé en tant que faisant fonction ait été publié vacant ou libéré lors du mouvement départemental en phase principale l'année antérieure. Un faisant fonction qui serait directeur d'une école dont le poste s'est libéré après la phase principale n'aurait pas droit à cette bonification.

6) Dispositions pour les agents réintégrés suite à CLD, poste adapté, congé parental, détachement après une perte de poste à titre définitif

 Il convient de se référer aux lignes directrices de gestion académique mobilités – annexe 1er degré – dispositions communes - paragraphe III.A.3.

Cette disposition n'est valide que dans le cas où l'enseignant a perdu son poste à titre définitif à la suite d'un CLD, d'un congé parental, d'une affectation sur un poste adapté, d'un détachement (cf paragraphe VI Maintien sur poste) et n'est accordée qu'une seule fois lors du mouvement de l'année de réintégration de l'agent.

II.1.d - Bonifications pour les enseignants concernés par une mesure de carte scolaire

& Il convient de se référer aux lignes directrices de gestion académiques – annexe 1er degré – dispositions communes - paragraphe III.B.4.

1) Recomposition d'un poste fractionné

Le titulaire d'un poste fractionné recomposé bénéficie :

- soit d'un droit d'option s'il souhaite être maintenu sur le poste modifié ;
- soit de 300 points sur les postes d'adjoints situés à une distance maximale de 40 kilomètres du poste perdu.

2) Diminution du nombre de classes entraînant un changement de groupe de direction

Le directeur de l'école à deux classes et plus est réaffecté automatiquement à titre définitif sur le poste de direction actuellement occupé.

Durée des bonifications de mesure de carte scolaire

Aux dispositions communes académiques, les précisions suivantes sont apportées au niveau départemental.

Lorsque l'agent n'obtient pas d'affectation sur l'un de ses vœux au cours du mouvement de l'année N, la bonification de mesure de carte est maintenue en cas de participation au mouvement N+1, voire mouvement N+2 dans les mêmes conditions qu'au mouvement N.

II.2 - Autres situations familiales prises en compte

En dehors des priorités légales, sont prises en compte les éléments suivants de la situation familiale :

II.2.a - La situation de parent isolé

Aux dispositions communes académiques, paragraphe III.C.1. les précisions suivantes sont apportées au niveau départemental.

📖 Cette bonification vise à améliorer les conditions de vie de l'enfant mineur (facilité de garde, proximité de la famille). La résidence privée de la famille doit se situer à plus de 30 kilomètres de son affectation (à titre provisoire ou à titre définitif) au cours de l'année scolaire précédant l'année du mouvement.

Pour bénéficier des points au titre de la situation de parent isolé, le premier vœu du candidat doit porter sur un poste précis situé dans la commune de résidence de la famille susceptible d'améliorer les conditions de vie de l'enfant. La bonification pourra être étendue aux vœux suivants, uniquement s'ils se situent toujours dans la même commune (hors vœux TR et TS circonscription, vœux groupes).

🔔 Les enseignants souhaitant solliciter cette bonification devront impérativement transmettre l'annexe « *formulaire de demande de bonification au titre de la situation de parent isolé* » accompagnée des pièces justificatives indiquées sur ce document, au plus tard à la date de fermeture du serveur.

II.2.b - Bonifications au titre des enfants

📖 Il convient de se référer aux lignes directrices de gestion académique mobilités – annexe 1er degré – dispositions communes - paragraphe III.C.2.

II.3 - Fonctionnement de l'application MVT1D

❖ L'étude porte sur les critères suivants :

- Vœu simples et/ou vœu groupe dans l'ordre de classement
- Priorité ;
- Barème ;
- Rang du vœu ;
- Sous rang du vœu (pour un vœu groupe) ;
- Ancienneté de fonction enseignant du 1^{er} degré ;
- Ancienneté sur le poste ;
- Tirage au sort en cas d'égalité de tous les critères précédents.

III. - Mouvement sur les postes de titulaires secteur (T.R.S)

❖ Des postes de titulaires secteur sont créés et rattachés dans les six circonscriptions :

- 039 0057A LONS NORD ;
- 039 0062F LONS SUD ;
- 039 0061E DOLE NORD ;
- 039 1169J DOLE SUD ;
- 039 0060D CHAMPAGNOLE ;
- 039 0059C SAINT CLAUDE.

 Les enseignants titulaires de secteur sont chargés d'assurer des services partagés, constitués de rompus de temps partiel, de décharges de direction, décharges syndicales, décharges maîtres formateurs ou allègement de service, tout en bénéficiant de la garantie d'une affectation à titre définitif sur une circonscription.

Il revient aux IEN de circonscription, dans l'intérêt du service et après échange avec les enseignants concernés, de fixer pour chaque titulaire de secteur, les services partagés qu'ils proposeront au DASEN pour l'établissement des arrêtés d'affectation à l'année (AFA).

 Attention : La composition du poste partagé peut être revue chaque année. Les titulaires de secteur peuvent être amenés selon les besoins du service et à titre exceptionnel, à effectuer une partie de leur service dans une circonscription limitrophe.

La composition du poste partagé peut être constitué dans certains cas d'un service de titulaire remplaçant d'une quotité inférieure à 100%.

Toutefois, au vu des besoins pouvant fluctuer à chaque rentrée scolaire, il n'est pas à exclure que certains enseignants affectés sur des postes de titulaires secteur soient affectés à l'année (AFA) sur un poste entier de titulaire remplaçant dans la même circonscription.

IV- Mouvement sur les postes titulaires remplaçants

Les enseignants affectés sur ces postes pourront se voir confier des missions en classe maternelle, en classe élémentaire, dans des établissements spécialisés, y compris les établissements spécialisés avec internat, sur des postes relevant de l'enseignement spécialisé et sur des postes du second degré attribués à des enseignants du 1er degré, en fonction des besoins du service.

 La brigade de remplacement est départementale. Les TR de brigade peuvent donc être appelés à effectuer des remplacements en dehors de leur circonscription.

Sur le plan administratif, l'enseignant affecté en Brigade est rattaché à une école qui sera sa résidence administrative. Il revient aux IEN de circonscription, dans l'intérêt du service et après échanges avec les enseignants concernés, de fixer le rattachement administratif. Ce rattachement peut être modifié chaque année.

Il pourra être également proposé, en fonctions des nécessités de service, aux titulaires remplaçants affectés à titre définitif et travaillant à temps partiel, d'être également affectés à l'année sur des services partagés.

V.- Mouvement sur les postes spécifiques

V.A - Postes à exigences particulières

V.A.1 - Postes de direction d'école de 2 classes et plus

Aux dispositions communes académiques, les précisions suivantes sont apportées au niveau départemental.

- ❖ **Concernant les enseignants ayant été affectés au moins trois années, consécutivement ou non, à titre définitif sur une direction de 2 classes et plus au cours de leur carrière, et ayant interrompu ces fonctions :**

Pendant la campagne annuelle d'inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeurs d'école, les enseignants concernés par cette disposition ont redemandé leur réinscription de droit.

- ⊞ **Concernant les enseignants ayant été affectés plus d'un an mais moins trois ans, consécutivement ou non, à titre définitif sur une direction de 2 classes et plus au cours de leur carrière, et ayant interrompu leurs fonctions :**

Pendant la campagne annuelle d'inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de directeurs d'école ; les enseignants concernés par cette disposition ont déposé leur demande de réinscription. Ces enseignants peuvent demander des postes de direction s'ils ont reçu un avis favorable de l'inspecteur de l'éducation nationale.

Une seconde campagne est ouverte pendant l'ouverture du serveur : les enseignants concernés par cette dernière disposition ont la possibilité de formuler des vœux sur des postes de direction. Ils devront simultanément adresser leur demande de réinscription sur la liste d'aptitude directeur à l'inspecteur de circonscription au plus tard à la date de fermeture du serveur. L'IEN émettra un avis circonstancié sur cette demande. Seuls les candidats qui auront reçu un avis favorable de l'inspecteur de circonscription pourront postuler sur les postes de direction.

ATTENTION : Concernant les postes de directeur d'école de 9 classes et plus et les postes relevant de l'éducation prioritaire, il convient de se référer aux LDG académique mobilités (annexe 1^{er} degré- III.D.1.b et III.D.1.c).

V.A.2 - Postes relevant de l'École Inclusive

 Il est rappelé que l'enseignant du RASED est affecté en circonscription et rattaché administrativement à une école qui sera sa résidence administrative. Ce rattachement administratif peut évoluer chaque année, en fonction des nécessités de service.

 La liste des postes relevant de l'école inclusive sera précisée par annexe au moment de l'ouverture du serveur et disponible sur le site de la direction académique à l'adresse suivante: <http://www.ac-besancon.fr/spip.php?rubrique117>.

a. Mouvement sur les postes relevant de l'École Inclusive

 Il convient de se référer aux lignes directrices de gestion académiques – annexe 1er degré – dispositions communes – paragraphe III.D.1.f.

b. Enseignants en stage CAPPEI au cours de l'année scolaire précédant le mouvement

Les enseignants en formation CAPPEI par alternance au cours de l'année scolaire précédant le mouvement sont affectés d'office par la division du 1er degré sur le poste qu'ils occupent à titre provisoire, en tant que titulaires à titre définitif de ce poste à la rentrée de l'année du mouvement, sous réserve de l'obtention du CAPPEI complet.

 Ces postes n'apparaîtront donc pas vacants au mouvement.

Les enseignants stagiaires qui le souhaitent peuvent participer au mouvement et postuler pour un autre poste correspondant à leur module (cf lignes directrices de gestion académiques – annexe 1er degré – dispositions communes – paragraphe III.D.1.f). Toutefois, ces enseignants disposeront d'une priorité inférieure par rapport à un enseignant spécialisé sur le parcours ou l'option que celui ou celle correspondant au poste, un enseignant retenu pour un départ stagiaire CAPPEI à la rentrée.

L'enseignant, en stage CAPPEI au cours de l'année scolaire précédant le mouvement, n'ayant pas obtenu le CAPPEI ou ayant renoncé à passer l'examen devra redemander par courrier à pouvoir exercer sur le poste spécialisé occupé pendant l'année scolaire précédant le mouvement en précisant son engagement à s'inscrire à l'examen en candidat libre. Cette demande est soumise à l'avis de Monsieur le DASEN.

c. Enseignants en candidat libre ou engagé dans une procédure de VAE CAPPEI au cours de l'année scolaire précédant le mouvement

Les enseignants, candidats libres au CAPPEI ou engagé dans une procédure de VAE, au cours de l'année scolaire précédant le mouvement sont affectés d'office par la division du 1er degré sur le poste qu'ils occupent à titre provisoire en tant que titulaires à titre définitif de ce poste à la rentrée de l'année du mouvement, sous réserve de l'obtention du CAPPEI complet.

 Ces postes n'apparaîtront donc pas vacants au mouvement.

Les enseignants qui le souhaitent peuvent participer au mouvement et postuler pour un autre poste correspondant à leur module (cf lignes directrices de gestion académiques – annexe 1er degré – dispositions communes – paragraphe III.D.1.f). Toutefois, ces enseignants disposeront d'une priorité inférieure par rapport à un enseignant spécialisé sur le parcours ou l'option que celui ou celle correspondant au poste, un enseignant retenu pour un départ stagiaire CAPPEI à la rentrée et un enseignant spécialisé sur un autre parcours ou dans une autre option que celui ou celle correspondant au poste.

L'enseignant, inscrit en candidat libre ou engagé dans une procédure de VAE, n'ayant pas obtenu le CAPPEI devra redemander par courrier à pouvoir exercer sur le poste spécialisé occupé à titre

provisoire pendant l'année scolaire précédant le mouvement en précisant son engagement à s'inscrire à l'examen en candidat libre. Cette demande est soumise à l'avis de Monsieur le DASEN.

d. Enseignants en stage CAPPEI au cours de l'année scolaire du mouvement

Le départ en stage des enseignants retenus pour une formation CAPPEI au cours de l'année scolaire du mouvement est lié à la condition d'obtenir une affectation sur un poste du module préparé. Ils sont affectés à titre provisoire.

 Ces enseignants doivent donc participer au mouvement et indiquer lors de la saisie de leurs vœux sur SIAM-I-Prof le poste correspondant au module choisi.

S'ils sont titulaires d'un poste ne relevant pas de l'école inclusive à titre définitif, ils le conservent pendant deux ans.

e. Enseignants participants facultatifs et obligatoires non spécialisés sur les postes relevant de l'École Inclusive au mouvement

Aux lignes directrices de gestion académiques-annexe 1^{er} degré-dispositions communes-paragraphe III.D.1.f .5), les dispositions suivantes sont apportées au niveau départemental.

Les postes relevant de l'École Inclusive pourront être pourvus par des enseignants non spécialisés PARTICIPANTS OBLIGATOIRES ET FACULTATIFS et VOLONTAIRES (hors postes RASED maître E et G) selon les modalités et l'ordre de priorité ci-après.

Ces vœux sont codés avec une priorité 60 et une affectation à titre provisoire. Par conséquent, ces vœux sont examinés (après les enseignants détenant le titre requis et le bon module, les enseignants en voie de spécialisation, les enseignants retenus pour un départ en formation CAPPEI, les enseignants détenant le titre requis sans le bon module, puis les enseignants candidats libres année n-1) selon l'ordre de priorité suivant :

1. Les enseignants ayant obtenu un avis favorable pour un départ en stage CAPPEI pour l'année scolaire du mouvement, inscrits sur la liste complémentaire par manque de places disponibles ayant déjà été affectés à la rentrée n-1 sur un poste spécialisé ;
2. Les enseignants ayant obtenu un avis favorable pour un départ en stage CAPPEI pour l'année scolaire du mouvement, inscrits sur la liste complémentaire par manque de places disponibles et non précédemment affecté sur un poste spécialisé ;
3. Les enseignants ayant obtenu un avis favorable pour un départ en formation toujours en cours de validité ;
4. Les enseignants souhaitant passer en candidat libre l'examen du CAPPEI ou souhaitant s'engager dans une procédure de VAE, sur un support spécialisé correspondant au module choisi, dans la mesure où ils en font la demande par courrier distinct de la fiche de vœux précisant le poste demandé et l'engagement à s'inscrire à l'examen en candidat libre ;
5. Les enseignants volontaires pour l'enseignement spécialisé, ayant déjà été affectés à la rentrée n-1 dans l'établissement sollicité, et ayant donné satisfaction ;
6. Les enseignants volontaires pour l'enseignement spécialisé.

Pour les enseignants T1 à la rentrée du mouvement, les candidatures seront soumises à l'avis de Monsieur le directeur académique.

 **ATTENTION** : L'enseignant, participant facultatif, affecté à titre provisoire suite à la saisie de vœux précis ou de vœux groupes sur un poste relevant de l'école inclusive sans posséder les conditions requises (CAPA SH, CAPPEI) perd le poste à titre définitif qu'il occupe au cours de la présente année scolaire.

f. Les postes relevant de l'École Inclusive restés vacants à l'issue du mouvement

❖ **Les postes non pourvus après les opérations du mouvement, seront attribués aux enseignants VOLONTAIRES suivants par ordre de priorité :**

1. Les enseignants ayant obtenu le CAPPEI par la voie de la valorisation des acquis et de l'expérience (VAE) qui n'ont pas obtenu de poste spécialisé lors du mouvement principal ;
2. Les enseignants ayant obtenu un avis favorable pour un départ en stage CAPPEI pour l'année scolaire du mouvement mais qui n'ont pas obtenu un poste correspondant au module choisi lors du mouvement principal ;
3. Les enseignants ayant obtenu un avis favorable pour un départ en stage CAPPEI pour l'année scolaire du mouvement, inscrits sur la liste complémentaire par manque de places disponibles ;
4. Les enseignants ayant obtenu un avis favorable pour un départ en formation toujours en cours de validité ;
5. Les enseignants sans poste mais titulaires d'un CAPASH/CAPPEI, à la condition qu'ils en fassent la demande ;
6. Les enseignants titulaires d'un CAPASH/CAPPEI et nommés à titre définitif sur un poste relevant de l'École Inclusive, à la condition qu'ils en fassent la demande ;
7. Les enseignants passant en candidat libre l'examen du CAPPEI l'année du mouvement, sur un support spécialisé correspondant au module choisi, dans la mesure où ils en font la demande par courrier distinct de la fiche de vœux précisant le poste demandé et l'engagement à s'inscrire à l'examen en candidat libre ; ils seront titularisés sur ce support sous réserve de l'obtention du CAPPEI complet ;
8. Les enseignants, qu'ils soient sans poste ou titulaires d'un poste non spécialisé, volontaires pour l'enseignement spécialisé et ayant déjà été affectés à la rentrée n-1 dans l'établissement sollicité ;
9. Les enseignants restés sans poste volontaires pour l'enseignement spécialisé ;
10. Les enseignants titulaires d'un poste non spécialisé et volontaires pour l'enseignement spécialisé.

 Une circulaire comprenant la liste des postes sera transmise à l'ensemble des enseignants au moment du mouvement complémentaire.

Pour les enseignants T1 à la rentrée du mouvement, les candidatures seront soumises à l'avis de Monsieur le directeur académique.

Enfin si des postes spécialisés restaient vacants à l'issue de cet appel à candidature, il sera fait appel aux enseignants qui seront T3-T4-T5 à la rentrée scolaire etc.... qui n'ont jamais exercé dans l'enseignement spécialisé, au plus faible barème.

À titre exceptionnel, et en dernier recours, des titulaires 1ère et 2ème année pourront être affectés sur des postes ASH restés vacants.

Les enseignants susceptibles de recevoir une affectation à ce titre et identifiés par les services de la division du 1er degré seront destinataires d'une liste exhaustive de ces postes, qu'ils devront classer dans un ordre préférentiel.

V.B - Autres Postes à exigences particulières

 Certains postes, en raison de la mission confiée, des compétences particulières requises et/ou des conditions de fonctionnement du service public, font l'objet d'une procédure particulière.

La liste des postes concernés est à consulter dans l'annexe « liste des postes à exigences particulières ».

Les candidats sont reçus en entretien devant une commission, qui émet un avis « favorable » ou « défavorable ». Si plusieurs candidats ont reçu un avis favorable, c'est l'enseignant qui a le plus fort barème qui obtient le poste.

 **ATTENTION :** Les vœux sur postes à exigences particulières doivent également être enregistrés sur SIAM I-PROF.

Afin d'organiser les commissions d'entretien et d'affecter les candidats à titre définitif lors du mouvement, les candidats adressent leur fiche de candidature par voie électronique au plus tard à la date de fermeture du serveur ; un exemplaire est transmis directement à la division du 1er degré pour information et un exemplaire à l'inspecteur de circonscription pour avis.

 Tout envoi électronique devra être réalisé à partir de l'adresse professionnelle prénom.nom@ac-besancon.fr.

 **IMPORTANT :** Sans dossier de candidature transmis à la division du 1er degré, les vœux sur des postes à exigences particulières ne sont pas pris en compte.

Dès lors qu'un candidat formulerait plusieurs vœux portant sur des postes à exigences particulières de même nature, il serait convoqué à un seul entretien devant une commission qui formulera un avis pour chaque poste sollicité.

Lorsqu'un enseignant émet des vœux au mouvement principal sur un PEP sur lequel il était précédemment affecté à titre provisoire ou en affectation à l'année au cours de l'année scolaire n-1 et sous réserve de l'avis favorable du DASEN et des pré-requis nécessaire, l'enseignant bénéficie d'une priorité de reconduction à titre définitif sur le poste.

V.C - Mouvement sur les postes à profil

Certains postes, en raison de la mission confiée, des compétences particulières requises et/ou des conditions de fonctionnement du service public, font l'objet d'une procédure particulière.

 La liste des postes concernés est à consulter dans l'annexe « liste des postes à profil ».

La commission d'entretien relative aux postes à profil émet un avis « favorable » ou « défavorable » et procède à un classement des candidats pour lesquels un avis favorable est rendu.

 **ATTENTION** : Les vœux sur postes à profil doivent également être enregistrés sur SIAM I-PROF.

Afin d'organiser les commissions d'entretien et d'affecter les candidats à titre définitif lors du mouvement, les candidats adressent leur fiche de candidature par voie électronique au plus tard à la date de fermeture du serveur ; un exemplaire est transmis directement à la division du 1er degré pour information et un exemplaire à l'inspecteur de circonscription pour avis.

 Tout envoi électronique doit être réalisé à partir de l'adresse professionnelle prénom.nom@ac-besancon.fr.

 **IMPORTANT** : Sans dossier de candidature transmis à la division du 1er degré, les vœux sur des postes à profil ne sont pas pris en compte.

Lorsqu'un enseignant émet des vœux au mouvement principal sur un PAP sur lequel il était précédemment affecté à titre provisoire ou en affectation à l'année au cours de l'année scolaire n-1 et sous réserve de l'avis favorable du DASEN et des prérequis nécessaires, l'enseignant bénéficie d'une priorité de reconduction à titre définitif sur le poste.

VI - Maintien sur poste

❖ **Sont maintenus sur leur poste les enseignants affectés à titre définitif dans les situations suivantes :**

Congé de formation professionnelle : maintien du poste pendant la durée du congé ;

Congé de longue maladie (CLM) : maintien du poste pendant la durée du congé ;

Congé de longue durée (CLD) : maintien du poste pendant une année ;

Congé parental : maintien du poste pendant une année ;

Départ en formation CAPPEI : maintien du poste pendant deux années scolaires ;

Candidat libre CAPPEI : maintien du poste pendant une année scolaire ;

Départ en formation DEPS/DDEEAS : maintien du poste pendant une année scolaire ;

Faisant fonction de conseiller pédagogique, non titulaire du CAFIPEMF et s'engageant à le passer : maintien du poste pendant trois années scolaires maximum ;

Faisant fonction de conseiller pédagogique titulaire du CAFIPEMF et affecté à titre provisoire : maintien du poste pendant une année scolaire ;

Faisant fonction personnel de direction ou IEN : maintien du poste pendant une année scolaire ;

Conseiller pédagogique faisant fonction d'IEN : maintien du poste pendant deux années scolaires ;

Détachement en tant que stagiaire dans un autre corps de la fonction publique (ex : administratif, professeur certifié, CPE, personnel de direction, psychologue scolaire) : maintien du poste pendant une année scolaire ;

Réadaptation / poste adapté : maintien du poste pendant une année scolaire ;

Exercice de missions académiques : maintien du poste pendant trois années scolaires ;

Retraite : maintien du poste si demande de départ à la retraite infirmée avant l'ouverture du serveur

En cas de détachement (autre que dans autre corps de la fonction publique) et de disponibilité, quel que soit le motif, le poste est perdu dès la demande en application des dispositions réglementaires.

Des annexes techniques seront communiquées aux agents à l'ouverture du serveur par notes de service départementales :

- Calendrier prévisionnel ;
- Consultation de la liste des postes ;
- Modalités de saisie dans SIAM ;
- Abréviations ;
- Liste des écoles ;
- Vœux groupes ;
- Groupe « hors vœux »
- Liste des postes à profils ;
- Liste des postes à exigences particulières ;
- Formulaire demandes bonification ;
- Formulaire candidature postes à profils / postes à exigences particulières ;
- Après le mouvement.

VII.C- Modalités en vigueur en Haute-Saône

I. - Déclinaison départementale des modalités communes et des dispositions relatives aux priorités légales

I.A. - Modalités de participation obligatoire au mouvement

I.A.1 - Après conservation ou non de poste

Le poste d'un enseignant en disponibilité quel qu'en soit le motif, ne lui est pas conservé.

Il en va de même pour un enseignant en détachement, sauf lorsque celui-ci est consécutif à l'obtention d'un concours de la fonction publique ; son poste lui est alors conservé pendant la durée du stage statutaire.

Le poste d'un enseignant en congé de longue durée ou en congé parental lui est conservé pendant un an au maximum à compter de la rentrée scolaire suivant la décision.

A sa réintégration, l'enseignant bénéficie des dispositions prévues au § III.A.4.

I.A.2 - Renonciation au poste détenu à titre définitif avant le mouvement

Outre les situations recensées dans la partie commune aux 4 départements de l'académie (§ III.A.2), le titulaire d'un poste à titre définitif a la possibilité d'y renoncer.

Il doit en faire la demande au moyen de la fiche 3 à transmettre dès l'ouverture du serveur à la DPE et à l'IEN concerné.

Il devient de fait candidat obligatoire et doit participer au mouvement en formulant au moins deux vœux groupe MOB (à mobilité obligatoire).

I.A.3 - Annulation d'une demande de départ à la retraite

 L'annulation d'une demande de départ à la retraite sollicitée après le 31 mars de l'année en cours ne permet pas la conservation du poste occupé pour l'année scolaire suivante. L'intéressé(e) doit par conséquent participer au mouvement en qualité de participant obligatoire.

I.A.4 - Redéfinition de postes

Les mesures de redéfinition d'un poste portent sur des caractéristiques de celui-ci sans en modifier substantiellement la nature.

a - Transfert de poste

Le titulaire d'un poste dont le rattachement administratif est modifié bénéficie de 999 points s'il souhaite être maintenu sur le poste transféré.

Dans le cas contraire, il bénéficie des bonifications de carte scolaire relatives à la nature du poste considéré (cf partie commune § III. B. 4).

b - Ré-étiquetage de poste

Dans ce cas de figure, le poste ne change pas d'implantation ; seule sa nature est modifiée.

Le titulaire du poste d'origine bénéficie de 999 points s'il souhaite être maintenu sur le poste ré-étiqueté.

Dans le cas contraire, il bénéficie des bonifications de carte scolaire relatives à la nature du poste considéré (cf partie commune § III. B. 4).

Cette disposition ne s'applique pas aux directeurs des écoles dont le nombre de classes est modifié, qui restent en poste de droit.

c – Recomposition d'un poste fractionné à titre définitif

- Le titulaire d'un poste fractionné recomposé au maximum à 50% bénéficie de 999 points s'il souhaite être maintenu sur le poste modifié. Dans le cas contraire, il ne bénéficie d'aucune bonification.
- Le titulaire d'un poste fractionné recomposé à plus de 50% bénéficie de 999 points s'il souhaite être maintenu sur le poste modifié ou des bonifications de carte scolaire relatives à la nature du poste considéré (cf partie commune § III. B. 4).

I.B - Prise en compte des priorités légales et autres critères

Les priorités légales telles que valorisées au sein des 4 départements de l'académie s'appliquent en Haute-Saône selon les modalités décrites ci-après (§ I.B.1).

A ces bonifications viennent s'en ajouter d'autres, le cas échéant (§ I.B.2).

I.B.1 – Bonifications liées aux priorités légales

I.B.1.a - Bonifications liées à la situation familiale

 **La situation familiale doit être établie au plus tard le 31 mars de l'année du mouvement.**

Elle doit être attestée par toutes pièces justificatives à joindre en appui de la demande de bonification.

 En l'absence de ces documents, aucune bonification ne sera attribuée.

Aucun rappel ne sera effectué à cette fin.

1 - Le rapprochement de conjoint

La personne qui sollicite un poste au titre du rapprochement de conjoint doit, en vue d'obtenir la bonification correspondante :

- le préciser sur l'accusé de réception des vœux à retourner dans le délai de 48h suivant la fermeture du serveur ;

- joindre un justificatif du mariage, du PACS, de la reconnaissance par les deux parents d’au moins un enfant à naître avant le 31 août ou âgé de moins de 18 ans au 1er septembre de l’année du mouvement (fournir la copie du livret de famille ou du PACS) ;
- joindre un certificat de l’employeur du conjoint indiquant le lieu de travail.

2 - L’autorité parentale conjointe

La personne qui sollicite un poste au titre du rapprochement du lieu d’habitation de l’autre détenteur de l’autorité parentale doit :

- le préciser sur l’accusé de réception des vœux à retourner dans le délai de 48h suivant la fermeture du serveur ;
- joindre obligatoirement un justificatif de domicile de l’autre parent et la décision de justice précisant les modalités de la garde ou attestation sur l’honneur signée par les deux parents.

I.B.1.b - Bonifications au titre du handicap

Les enseignants concernés doivent faire parvenir à la division des personnels enseignants avant la fermeture du serveur :

- la fiche 2 dûment remplie ;
- un courrier exposant leurs besoins de compensation au regard de la situation invoquée ;
- les pièces justificatives sous pli confidentiel à l’attention du médecin du travail.

 Parmi les postes sollicités, après avis du médecin du travail, le poste attribué sera le poste le moins demandé par d’autres candidats en mesure de l’obtenir.

I.B.1.c - Bonifications liées à l’expérience en éducation prioritaire

 Pour en bénéficier, l’enseignant doit être, au moment de sa demande de mutation, affecté dans une école relevant de l’éducation prioritaire à titre définitif.

Au titre des 4 années précédentes, les affectations à titre provisoire ou définitif et les missions de remplacement sont indifféremment prises en compte, à condition qu’il n’y ait pas d’interruption entre les années considérées et que l’intéressé ait exercé de façon effective en éducation prioritaire au moins la moitié de l’année scolaire.

I.B.1.d - Bonifications au titre d’une mesure de carte scolaire

Les bonifications au titre d’une mesure de carte scolaire (cf II.B.4 partie commune) qui ne permettraient pas d’obtenir un poste définitif sont reportées dans le cadre du mouvement suivant.

I.B.2 - Critères supplémentaires pris en compte

- ❖ **La stabilité dans le poste** : à compter de l’installation à titre définitif sur le poste, ou sur le poste précédent en cas de redéfinition de poste, de fusion d’écoles ou de mesure de carte scolaire, une bonification de 0,9 point est accordée aux enseignants ayant occupé leur poste pendant 3 ans ou plus ;

- ❖ **L'affectation provisoire sur un poste spécialisé, à hauteur d'au moins 75 %** : une bonification de 0,5 point par an à compter de la deuxième année est attribuée, dans la limite de 1 point.
- ❖ **La situation de parent isolé**

La personne qui sollicite un poste au titre du parent isolé doit :

- le préciser sur l'accusé de réception des vœux à retourner dans le délai de 48h suivant la fermeture du serveur ;
- Joindre obligatoirement un justificatif (livret de famille, décision de justice, autre).

I.B.3 - Éléments subsidiaires en cas d'égalité de barème

❖ **Les critères de départage suivants sont pris en compte, dans l'ordre indiqué :**

1. ancienneté dans le poste détenu à titre définitif ;
2. échelon ;
3. ancienneté d'échelon ;
4. tirage au sort : un numéro de 0 à 999 999 est attribué aléatoirement à chaque candidat pour toute la durée de la campagne, sur l'ensemble de la France, par l'application MVT1D . Ce numéro permet le départage par tirage au sort automatisé de candidats ayant les mêmes priorités, le même barème, le même rang et sous-rang de vœu.

II - Modalités départementales de formulation des vœux

II.A - Généralités

 Ces modalités ne s'appliquent pas aux lauréats de concours, qui font l'objet d'une procédure d'affectation particulière.

Leur affectation en qualité de professeur des écoles stagiaire s'effectue à la suite de la proclamation des résultats du concours. Ils sont contactés afin d'émettre des vœux sur les postes qui leur ont été réservés.

L'affectation des professeurs des écoles stagiaires en prolongation ou en renouvellement de stage est examinée en priorité.

 Quarante vœux simples ou groupe au maximum peuvent être formulés lors de la phase principale, dont au moins deux vœux groupes à mobilité obligatoire (MOB) pour les candidats obligatoires.

II.B - Points d'attention

II.B.1 - Vœu portant sur un poste en école primaire

 Cf. fiche 5 : liste des écoles par regroupement de communes

Des modifications dans l'organisation du service de l'école peuvent intervenir après avis du conseil des enseignants qui se réunira sous la responsabilité du directeur de l'école et auquel les enseignants nouvellement nommés devront être conviés. C'est pourquoi la nature des supports d'adjoints au sein des écoles primaires comportant une ou plusieurs classes maternelles :

- enseignant classe maternelle (sigle : ECMA)
 - enseignant classe élémentaire (sigle : ECEL)
- ne figure qu'à titre indicatif.**

Après avoir entendu les différents avis émis par le conseil des enseignants et conformément à la réglementation en vigueur, le directeur de l'école arrêtera le service des enseignants, sous l'autorité de l'inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription qui devra être saisi de tout conflit survenant dans le déroulement de ces opérations.

 Aussi, il est fortement conseillé aux enseignants intéressés par un poste implanté dans une école primaire, de se renseigner, soit auprès du directeur de l'école, soit auprès de l'I.E.N, sur la structure pédagogique prévisible de l'école à la rentrée, avant de postuler.

Les enseignants qui souhaitent être affectés dans une école primaire, quel que soit le niveau d'enseignement (maternelle ou élémentaire), ont intérêt à demander les deux natures de supports (ECEL et ECMA).

En revanche, ceux qui désirent enseigner exclusivement en maternelle ou en élémentaire doivent, selon le cas, demander soit un poste ECMA en école maternelle, soit un poste ECEL en école élémentaire.

II.B.2 - Modification tardive des vœux

 Une modification des vœux après la fermeture du serveur ne peut être prise en compte que si elle est motivée par une situation exceptionnelle et imprévisible intervenant au plus tard une semaine avant la date prévue de publication des résultats de la phase principale du mouvement.

Les situations exceptionnelles liées à des événements familiaux ou professionnels imprévisibles qui interviendraient postérieurement doivent être soumises par la voie hiérarchique à l'IA-DASEN.

II.C - Affectation sur les postes à exigences particulières

L'affectation à titre définitif sur ces postes nécessite la détention de titres spécifiques et s'effectue au barème, le cas échéant après entretien, conformément aux dispositions prévues par les parties communes aux 4 départements (§ III-D).

Les modalités départementales ci-dessous viennent les compléter.

II.C.1 - Directeur d'école à deux classes et plus

En cas d'affectation lors de la phase principale, les nouveaux directeurs devront participer au stage préalable à la prise de poste organisé en juin.

A défaut d'inscription sur la liste d'aptitude de directeur d'école à 2 classes et plus, l'affectation est prononcée à titre provisoire.

II.C.2 - Maître formateur

Les affectations sur les postes de maîtres formateurs s'effectuent au barème, selon la hiérarchie et les conditions suivantes :

1. Enseignants titulaires du CAFIPEMF : affectation à titre définitif.
2. Candidats à la certification : affectation à titre définitif si diplôme.

II.C.3 - Enseignants spécialisés

Les postes RASED sont attribués à titre définitif aux titulaires du CAPPEI ou équivalent. Ils ne peuvent être attribués à titre provisoire.



Voir détails sur fiche n°7

II.C.4 - Postes nécessitant une compétence particulière

Les candidatures à ces postes ne donnent lieu à entretien devant une commission qu'en cas de vacance.

❖ **Les postes ci-dessous viennent s'ajouter aux postes listés dans les parties communes :**

- enseignant mis à la disposition de la MDPH
- enseignant spécialisé en Unité d'Enseignement « autisme ou troubles envahissants du développement (TED) » implanté à l'école maternelle du Stade à Vesoul et à l'école Lévy à Gray.
- enseignant spécialisé en SSEFIS déficience auditive, non titulaire de l'option ou parcours de formation requis
- Référent autisme

Au cas où l'un de ces postes se libérerait ou resterait vacant après le mouvement, il sera fait appel à candidatures.

Le candidat retenu sera affecté à titre provisoire et pourra bénéficier d'une priorité après avis de l'IEN pour obtenir le poste à titre définitif l'année suivante, s'il le souhaite.

II.D - Affectation sur les postes à profil

❖ **Les postes ci-dessous viennent s'ajouter aux postes listés dans les parties communes :**

- enseignant en antenne scolaire mobile

- enseignant en dispositif d'autorégulation (DAR)

Le choix du candidat relève de la compétence de l'IA-DASEN.

Au cas où l'un de ces postes se libérerait ou resterait vacant après le mouvement, il sera fait appel à candidatures.

Le candidat retenu sera affecté à titre provisoire et pourra bénéficier d'une priorité après avis de l'IEN pour obtenir le poste à titre définitif l'année suivante, s'il le souhaite.

II.E - Modalités de services spécifiques

Compte tenu des modalités de services qui leur sont propres, l'autorisation de travail à temps partiel des :

titulaires remplaçants, sauf dans le cadre d'une répartition annuelle du service à temps partiel

maîtres formateurs

conseillers pédagogiques

directeurs d'école avec décharge(s) de service à hauteur de 50% et plus

enseignants référents

enseignants en SESSAD

enseignants en UE maternelle « autisme, troubles envahissants de développement TED »

enseignants en UPE2A

coordonnateur départemental pour la scolarisation des EFIV

enseignant en unité pédagogique spécifique pour la scolarisation des EFIV

enseignant en antenne scolaire mobile

enseignant en dispositif d'autorégulation (DAR)

coordonnateur APADHE (ex-SAPAD)

enseignants affectés sur un poste composé de 3 tiers de compléments de postes

peut être subordonnée à une affectation dans d'autres fonctions, à titre provisoire pour une année et pour une durée maximale de 3 ans, éventuellement renouvelée dans le cadre d'un service à temps partiel de droit pour élever un enfant de moins de 3 ans.

II.F - Cas particulier des titulaires de secteur

Du fait de leur rattachement à une circonscription, ces postes font l'objet de vœux groupe spécifiques.

.....

III. - Vérification des vœux et barèmes

III.A. - Accusé de réception et confirmation des vœux

Dans les jours suivant la saisie des vœux, un accusé de réception de la demande de mutation est adressé à l'intéressé(e) dans l'application MVT1D.

❖ **Ce document est à retourner à la DSDEN, division des personnels enseignants :**

uniquement en cas de modification ou de demande particulière ;

dans la semaine suivant la fermeture du serveur, délai de rigueur, daté et signé ;

en y apportant éventuellement d'ultimes modifications de vœux ;

au besoin accompagnées des justificatifs nécessaires dans les cas suivants :

- rapprochement de conjoint ;
- rapprochement avec le détenteur de l'autorité parentale conjointe.

 En l'absence des justificatifs, aucun point ne sera attribué. Aucun rappel ne sera effectué.

III.B - Accusé de réception avec barème initial / Période de sécurisation des barèmes

Dans un second temps, et le cas échéant après vérification et prise en compte des éléments communiqués, un accusé de réception comportant le barème dit « initial » est adressé à l'intéressé(e) dans l'application MVT1D.

 L'intéressé dispose alors d'un délai de 15 jours pour formuler d'éventuelles demandes de correction, au-delà duquel le barème ne sera plus susceptible d'appel.

III.C - Accusé de réception avec barème final

A la clôture de la période de sécurisation, un accusé de réception comportant le barème dit « final » est adressé à l'intéressé(e) dans l'application MVT1D.

Ce barème sera pris en compte par l'algorithme du mouvement.

IV - Modification éventuelle des résultats de la phase principale

IV.A - Retour de chaîne

 En cas de libération de poste intervenant entre la phase principale et la phase complémentaire du mouvement, un retour de chaîne est effectué, en faveur des vœux de meilleur rang.

Les personnes qui ne souhaitent pas en bénéficier doivent s'y opposer, même si elles sont restées titulaires de leur poste à l'issue de la phase principale.

Elles doivent le faire par écrit auprès de la division des personnels enseignants dans un délai d'une semaine après la communication du résultat de la phase principale du mouvement.

 S'opposer à un retour de chaîne signifie renoncer à obtenir un vœu de rang meilleur mais ne garantit pas de conserver le poste obtenu en cas de correctif d'affectation.

IV.B - Correctif d'affectation

Un ajustement de carte scolaire ou une erreur de publication de poste peut conduire à une annulation d'affectation.

Dans ce cas, l'affectation s'effectue sur un vœu de rang inférieur, voire n'aboutit pas, ce qui conduit l'intéressé(e) à participer à la phase complémentaire.

V - Phases complémentaire et d'ajustement

Les affectations s'effectuent sur la base d'un barème constitué de l'ancienneté des services d'enseignement du 1^{er} degré et, le cas échéant, du nombre d'enfant(s) à charge.

En cas d'égalité de barème, le poste sera attribué au candidat domicilié au plus près du lieu de la commune de référence indiquée sur la fiche de vœux. Si cette commune est identique pour plusieurs candidats, les domiciles de ceux-ci sont pris en compte.

-  Participation exceptionnelle aux phases complémentaire et d'ajustement :
-  Seul un événement imprévu intervenant après la phase principale du mouvement peut justifier une demande de participation exceptionnelle.
-  L'acceptation par l'IA-DASEN d'une telle demande entraîne la perte du poste détenu.
-  La nouvelle affectation se fait selon les règles des phases complémentaire et d'ajustement.

V.A - Affectations en phase complémentaire

V.A.1- Procédure d'affectation des titulaires de secteur

Les affectations des titulaires de secteur s'effectuent à titre définitif au sein d'une circonscription ; une affectation à l'année précise, lors de la phase complémentaire, le service à effectuer (compléments de services ou postes entiers, éventuellement de titulaires remplaçants).

Une liste de postes à pourvoir leur est proposée, à classer par ordre de préférence.

V.A.2 - Procédure d'affectation des agents à temps partiel à affecter à titre provisoire (cf II.E)

Les agents autorisés à travailler à temps partiel à condition d'être affectés à titre provisoire dans d'autres fonctions pendant une période maximale de 3 ans, compte tenu du poste qu'ils détiennent à titre définitif, doivent participer à la phase complémentaire du mouvement.

Leur affectation à l'année s'effectue simultanément à celle des titulaires de secteur, et selon les mêmes modalités (cf V.A.1).

V.A.3 - Procédure d'affectation des personnels sans poste

Les affectations s'effectuent sur la base de vœux émis sur la fiche 6, jointe en annexe, qui combinent 4 types de postes (ECMA, ECEL, TR, ASH) et l'ensemble des regroupements de communes (cf fiche 5). Les vœux sont examinés dans leur ordre de classement.

 Il est fortement conseillé d'élargir au maximum ces vœux, afin d'éviter, dans la mesure du possible, une participation aux phases d'ajustement et le risque associé d'une affectation d'office.

V.B - Modalités d'affectation en phase d'ajustement et d'ajustement final

Les affectations s'effectuent selon les modalités prévues pour les participants restés sans poste et sur la base des vœux émis lors de la phase complémentaire (cf § V.A.3).

 Quiconque ne pouvant être satisfait dans le cadre de ses vœux se voit affecté d'office, à titre provisoire.

 Toute demande ne respectant pas ces consignes sera étudiée après l'affectation des autres participants.

Pièces jointes :

Fiche 1 : récapitulatif et valorisation des éléments de barème

Fiche 2 : demande de bonification handicap

Fiche 3 : renonciation au poste

Fiche 4 : carte des écoles et des circonscriptions (fera l'objet d'une publication ultérieure)

Fiche 5 : découpage géographique (fera l'objet d'une communication ultérieure)

Fiche 6 : participation aux phases complémentaire et d'ajustement

Fiche 7 : postes spécifiques (fera l'objet d'une communication ultérieure)

Fiche 8 : calendrier prévisionnel.

Lexique

AINF :	animateur informatique
ASOU :	animation soutien
CDAPH :	commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées
CDOEA :	commission départementale d'orientation vers les enseignements adaptés du second degré
CHME /ULEC :	ULIS école
CPC :	conseiller pédagogique adjoint IEN
DCOM :	décharge direction ou décharge de RPI ou de Réseau
DIR EC ELE :	directeur d'école élémentaire
DIR EC MAT :	directeur d'école maternelle
DMFE :	décharge maître formateur en élémentaire
DMFM :	décharge maître formateur en maternelle
E.E.PU :	école élémentaire publique
E.M.PU :	école maternelle publique
E.P.PU :	école primaire publique
EAPL :	enseignant classe d'application élémentaire
EAPM :	enseignant classe d'application maternelle
ECEL :	enseignant de classe élémentaire
ECMA :	enseignant de classe maternelle dans une école maternelle ou une école primaire
ECSP/UEM/UEE :	enseignant classe spécialisée en IME IMPRO, ITEP, Hôpital ou foyer comtois d'Autet.
ERUN :	enseignant Référent pour les Usages Numériques
IME/ IMPRO :	institut médico-éducatif, institut médico-professionnel
ISES :	instituteur spécialisé en SEGPA/ EREA
MGR/DITEP :	dispositif en Institut Thérapeutique Educatif et Pédagogique
RASE :	maître G réseau
MSUP :	maître supplémentaire
PPS :	projet personnalisé de scolarisation
REF :	enseignant référent
RGA :	REG ADAP : regroupement d'adaptation
RPI :	regroupement pédagogique intercommunal
SESD :	poste service d'enseignement spécialisé suivi à domicile (SESSAD)
TR :	titulaire remplaçant
TS :	titulaire de secteur
UPI/ULCG/ULLP :	ULIS collège/ ULIS lycée professionnel (enseignant en unité localisée pour l'inclusion scolaire en collège ou en lycée professionnel)

VII.D – Modalités en vigueur dans le Territoire de Belfort

I. - Organisation du mouvement

 Votre attention est attirée sur le fait que toute nomination, qu'elle intervienne à titre définitif ou provisoire, entraîne l'obligation d'occuper le poste attribué (Loi N° 83-634 du 13 juillet 1983, loi N° 84-16 du 11 janvier 1984).

I.A - Les différents types de postes

Tout enseignant ou enseignante est réputé être en mesure d'exercer sur tout type d'affectation et sur tout poste ne nécessitant pas un prérequis particulier.

I.A.1 - Précisions concernant l'affectation sur les postes en école

Dans les écoles primaires coexistent 2 types de postes : ECMA (maternelle) et ECEL (élémentaire). MVT-1D propose 3 possibilités de vœux pour demander une affectation dans une école primaire :

- Vœu précis étiqueté ECMA École X, support maternelle ;
- Vœu précis étiqueté ECEL École X, support élémentaire ;
- Vœu groupe « PRIMAIRE École X », tous supports d'adjoint maternelle ET d'adjoint élémentaire.

Ainsi, les enseignants et enseignantes qui désirent exclusivement enseigner en maternelle ou en élémentaire doivent, selon le cas, demander soit un poste ECMA situé dans une école **maternelle** (ne comportant pas de classe élémentaire), soit un poste ECEL situé dans une école **élémentaire** (ne comportant pas de classe maternelle). Ils éviteront de postuler en école primaire.

 Les affectations étant prononcées sur une école et non sur un niveau de classe, les enseignants affectés en école primaire peuvent en effet se voir attribuer au final tout niveau de classe, de la petite section au CM2, **quel que soit l'étiquetage du support dans MVT-1D et quel que soit le vœu formulé.**

Il en est de même pour les classes dédoublées : les supports sont affichés GS12 – CP12 - CE12 dans les vœux précis de MVT- 1D et il existe désormais un vœu groupe tous supports (adjoint en classe dédoublée et non dédoublée) étiqueté « Vœu groupe École Y ».

Les enseignants et enseignantes affectés sur ces supports par le mouvement concourent pour la répartition sur les niveaux de classe en concertation au sein de l'école. Ils ou elles n'ont donc pas la garantie d'enseigner en classe dédoublée malgré l'obtention d'un poste affiché dédoublé dans MVT-1D.

 **Recommandation :** Un enseignant ou une enseignante qui souhaite absolument une affectation dans une école primaire ou REP formulera plutôt le vœu groupe. Un enseignant ou une enseignante qui souhaite ne pas être affecté en maternelle ne formulera pas du tout de vœu (même étiqueté ECEL) en école primaire. Même chose s'il ou elle ne pas de poste en élémentaire, il ou elle ne formulera pas de vœu (même étiqueté ECMA) **en école primaire.**

I.A.2 - Précisions concernant l'affectation sur les postes de titulaires (TR)

Les titulaires remplaçants bénéficient d'un rattachement administratif dans une école du département.

Tout enseignant ou enseignante affecté sur un poste de titulaire remplaçant doit pouvoir se déplacer pour remplacer dans toutes les écoles du département et dans les collèges et établissements médico-sociaux accueillant une structure spécialisée relevant du premier degré (SEGPA, ULIS, UE, IME).

Le rattachement administratif est susceptible d'évoluer chaque année sans que l'enseignant titulaire d'un poste de remplaçant ne puisse se prévaloir d'une éventuelle mesure de carte au motif que son rattachement administratif a été modifié. Ces changements éventuels de rattachement seront portés à la connaissance des enseignants ou enseignantes concernés en amont de l'ouverture du serveur MVT1D.

I.A.3 - Précisions concernant l'affectation sur les postes de titulaires de secteur (TS)

Les titulaires de secteur ont une affectation au sein d'une des circonscriptions du département et peuvent intervenir dans toute cette circonscription. Ils ou elles sont rattachés administrativement à une école de cette circonscription.

Ce rattachement administratif est susceptible d'évoluer chaque année sans que l'enseignant titulaire d'un poste d'adjoint de secteur ne puisse se prévaloir d'une éventuelle mesure de carte au motif que son rattachement administratif a été modifié. Ces changements éventuels de rattachement seront portés à la connaissance des enseignants ou enseignantes concernés en amont de l'ouverture du serveur MVT1D.

I.A.4 - Précisions concernant les postes à exigences particulières (PEP)

 La liste des PEP est détaillée au § III.D.1 des lignes directrices de gestion académiques.

❖ Pour le département, s'y ajoutent les postes suivants :

- postes fléchés langues : prérequis = validation des compétences linguistiques par une commission ;

Seuls les enseignants possédant le prérequis (liste d'aptitude ou liste d'accès, diplôme, certification...) pourront obtenir un poste à exigence particulière lors de la phase principale. Cette affectation est alors prononcée à **titre définitif**.

L'affectation d'un candidat ne possédant pas le prérequis reste possible (en l'absence de candidat le possédant). L'affectation est alors prononcée à **titre provisoire**. Dans ce cas, l'enseignant **perd son éventuelle affectation définitive et devra participer obligatoirement au mouvement N+1**.

❖ Pour rappel, les postes d'enseignants spécialisés sont des PEP et sont pourvus :

soit lors d'un mouvement intra-académique commun aux premier et second degrés concernant les postes d'enseignants spécialisés implantés en collège (dont les postes de référent de scolarisation), en lycée, ou en établissement médico-social. Ces différents postes sont ouverts aux enseignants titulaires du CAPPEI ou aux candidats validés à un départ en formation CAPPEI, qu'ils soient enseignants dans le second degré ou professeurs

des écoles. La note rectorale annuelle en définit la procédure et le calendrier (document disponible sur le site des circonscriptions) ;

soit lors du mouvement départemental pour les postes non proposés ou non attribués lors du mouvement commun intra-académique. Ces postes sont alors accessibles aux seuls enseignants du 1^{er} degré du département.

I.A.5 - Précisions concernant les postes à profil (PAP)

 Ces postes ne sont pas ouverts au mouvement dans MVT-1D mais font l'objet d'appels à candidatures tout au long de l'année à l'apparition de leur vacance et sous la forme d'un courriel général aux enseignants accompagné de la fiche de poste décrivant les attendus.

En réponse aux appels à candidature, les personnels intéressés transmettent leur candidature au moyen d'une lettre de motivation et d'un CV, adressés à la madame la directrice académique des services de l'éducation nationale sous couvert de l'inspecteur ou l'inspectrice de l'éducation nationale en charge d'une circonscription du premier degré.

❖ **La liste des postes à profil est détaillée au § 3.D.2 des LDG académiques. S'y ajoutent pour le département les postes suivants :**

- le poste de responsable local de l'enseignement en milieu pénitentiaire ;
- le poste « *Pôle maternelle* » actuellement implanté à l'école maternelle Bartholdi de Belfort ;
- les postes langues Elysée 2021 ou postes langues des sections internationales ;
- le poste de ressource autisme.

Les postes à profil sont attribués hors barème **après entretien avec une commission départementale.**

A l'issue de la commission, tout enseignant ou enseignante affecté à titre définitif sur un poste à profil verrait son éventuelle participation au mouvement intradépartemental annulée.

Tout enseignant ou enseignante affecté à titre provisoire sur un poste à profil s'engage à l'occuper au titre de l'année scolaire pour laquelle il ou elle est recruté et reste titulaire de son poste de l'année en cours, s'il l'occupait à titre définitif.

I.B - Les différents types de vœux

Le détail des vœux groupe mis à disposition des candidats au mouvement seront détaillés dans une annexe 5.

I.B.1 – Vœux des participants facultatifs

Tout enseignant affecté à titre définitif peut participer au mouvement et formuler ses vœux selon l'ordre et le nombre souhaités (dans la limite des 40 vœux précis tel que mentionné au paragraphe 3.A.6 des lignes directrices de gestion académiques).

I.B.2 – Vœux des participants obligatoires

 Un minimum de 2 vœux à mobilité obligatoire est fixé pour les participants obligatoires (détails en annexe).

 **La cellule mouvement informe individuellement chaque enseignant concerné qu'il a l'obligation de participer au mouvement, en amont de celui-ci.**

I.C - Les éléments du barème

Le barème sert à départager les candidats pour l'accès à chaque poste. Le barème de base est constitué :

- d'un socle de 5 points attribués à chaque participant ;
- de points donnés par l'ancienneté de fonction dans le premier degré (période de stage incluse, période contractuelle exclue) à raison d'un point par année, 1/12 de point par mois, 1/365 point par jour (ancienneté regardée au 1^{er} septembre de l'année scolaire en cours).

Les barèmes relatifs aux priorités légales sont communs aux 4 départements de l'académie et décrits dans les lignes directrices de gestion académiques.

En plus des priorités légales, les valorisations ci-dessous sont mises en place dans le département.

I.C.1 - Valorisation de l'exercice sur les postes connaissant des difficultés de recrutement

❖ **1 point** est attribué par année complète de service avec une quotité minimum de 50% sur les 5 dernières années :

- sur un poste provisoire en ASH ;
- sur un poste dans les établissements listés dans une annexe (seules les affectations à titre définitif sont prises en compte) ;
- sur un poste définitif de remplaçant. Seuls les enseignants ayant perçu l'ISSR, même sur une courte période, sont concernés par cette bonification.

 Il est signalé aux titulaires remplaçants rattachés en éducation prioritaire que les deux bonifications ne sont pas cumulables et que seule la bonification au titre du remplacement est prise en compte.

Ces points de bonification ne sont cumulables ni entre eux ni avec une éventuelle bonification REP/REP + au titre d'une même année.

 Il faut, pour pouvoir bénéficier de ces bonifications, être affecté au 1^{er} septembre N sur l'un de ces postes et qu'il n'y ait eu aucune interruption sur les 5 années précédentes dans le type de poste occupé.

Exemple 1 : au 1^{er} septembre N, je suis adjoint à la primaire Bessoncourt (cette école ne fait pas partie des écoles listées dans une annexe) mais j'étais les 4 années précédentes adjoint à l'élémentaire Frédéric Bolle à Beaucourt (cette école fait partie des écoles listées dans une annexe), cela n'ouvre droit à aucune bonification.

Exemple 2 : au 1^{er} septembre N, je suis affecté à titre provisoire sur un poste ASH, au 1^{er} septembre 2021 j'étais adjoint à la primaire Bessoncourt (cette école ne fait pas partie des écoles listées dans une annexe) et au 1^{er} septembre N-2 j'étais adjoint à l'élémentaire Frédéric Bolle à Beaucourt (cette école fait partie des écoles listées dans une annexe), cela ouvre droit à 1 point de bonification seulement car j'étais en affectation provisoire en ASH.

I.C.2 - Enfants à charge

- ❖ **0.99 point est attribué par enfant à charge de moins de 18 ans au 1^{er} septembre de l'année civile en cours.** Un enfant est à charge dès lors qu'il est déclaré sur le foyer fiscal de l'agent.

Les enfants à naître peuvent également être comptabilisés : dans ce cas, un certificat de grossesse ou une reconnaissance anticipée de paternité est à adresser à la DRH au plus tard à la date limite de demande de modification de barème.

I.C.3 - Obtention d'un poste de direction pour un enseignant faisant fonction

L'enseignant ayant fait fonction de directeur durant l'intégralité de l'année scolaire peut bénéficier, sous réserve de l'avis favorable de l'inspecteur de l'éducation nationale, et sous réserve que le poste ait été publié en phase principale l'année antérieure, d'une **bonification de 200 points** pour obtenir le poste de direction sur lequel il a fait fonction. Le vœu correspondant doit être classé en rang 1.

I.C.4 – Précisions sur les réintégrations

Conformément aux lignes directrices de gestion académiques, § III.A.4, les personnels réintégrant après un congé long (sauf disponibilité) et ayant perdu leur poste, bénéficient de la priorité maximum. Les personnels en congé parental conservent leur poste éventuellement détenu à titre définitif pendant une année calendaire, qu'ils l'aient occupé ou non.

I.C.5 – Durée des bonifications de mesure de carte

Lorsque l'agent n'obtient pas d'affectation sur l'un de ses vœux au cours du mouvement de l'année N, la bonification de mesure de carte est maintenue en cas de participation au mouvement N+1 dans les mêmes conditions qu'au mouvement N.

I.D - Les phases du mouvement

I.D.1 – Mouvement principal

Cette phase débute à l'ouverture du serveur SIAM et est elle-même découpée en plusieurs étapes décrites ci-dessous. Elle aboutit à prononcer une affectation définitive, sauf si :

l'enseignant ou l'enseignante est affecté sur un poste à exigences particulières sans avoir le prérequis (en l'absence de candidat le possédant), conformément au paragraphe I.A.3 ;

l'enseignant ou l'enseignante est affecté sur un vœu qu'il ou elle n'a pas formulé (dans le cas où tous ses vœux sont restés infructueux et sous réserve que le participant ou la participante obligatoire ait formulé le nombre minimum de vœux à mobilité obligatoire).

I.D.1.a - Saisie des vœux

Les participants obligatoires doivent saisir au minimum 2 vœux à mobilité obligatoire (MOB) à choisir parmi les vœux MOB possibles. La saisie des vœux se fait dans l'application MVT-1D sur le serveur SIAM. **Il n'y a qu'une seule saisie de vœux pour l'ensemble du mouvement** (phase principale et phase complémentaire).

Pendant la période d'ouverture du serveur, les participants peuvent saisir, modifier, supprimer leurs vœux ou en changer l'ordre comme ils le souhaitent, au besoin en prenant conseil auprès de la cellule mouvement. Il est vivement conseillé de ne pas attendre le dernier moment.

I.D.1.b – Accusé de réception

Quelques jours après la fermeture du serveur, les participants reçoivent l'accusé de réception avec barème initial. Cet accusé de réception est envoyé sur l'adresse électronique confirmée à la connexion à I-Prof.

I.D.1.c - Vérification des vœux et barèmes

Les enseignants qui souhaitent demander une modification de leur barème, ou de l'ordre de leurs vœux ou la modification de vœux doivent remplir en ligne le formulaire Colibris correspondant avant la date indiquée sur le calendrier départemental.

Lien : <https://demarches-besancon.colibris.education.gouv.fr/rh/territoire-de-belfort-mouvement-departemental/>)

 L'absence de demande de modification de barème ou de vœu est considérée comme une absence d'observations sur les vœux et le barème.

La cellule mouvement vérifie la justification des demandes et procède aux saisies des modifications validées avant d'en informer les enseignants concernés par Colibris.

Récapitulatif	L'enseignant ne souhaite aucune modification dans ses vœux	L'enseignant souhaite une modification dans ses vœux
L'enseignant ne souhaite aucune modification de barème	Aucune démarche à faire	Demande Colibris
L'enseignant souhaite une modification de barème	Demande Colibris	Demande Colibris

 **Attention : pas de justificatif = pas de modification de barème ou de vœu.**

I.D.1.d - Élaboration du mouvement

Le mouvement est élaboré à l'issue du processus de vérification des barèmes. MVT-1D traite en premier lieu les vœux assortis d'une priorité puis les vœux dans l'ordre du barème. A barème égal, l'algorithme départage grâce à la durée d'ancienneté dans l'éducation nationale (AEN) puis, si nécessaire, départage au final par tirage au sort du N° d'inscription le plus élevé (ce N° est donné automatiquement par MVT-1D à l'inscription)

 S'il reste des postes vacants à l'issue du premier cycle complet d'affectations par l'algorithme, les vœux des enseignants non encore affectés sont réétudiés toujours dans l'ordre du barème. Les personnels concernés sont affectés, à titre provisoire, au plus près géographiquement de leurs vœux non satisfaits.

I.D.1.e - Notification des résultats de la phase principale

Après validation du projet de mouvement par l'IA-DASEN, les participants sont informés individuellement et automatiquement par MVT-1D (sur l'adresse confirmée dans i-Prof) du résultat de leur demande de mutation.

I.D.2 - Phase complémentaire

❖ **Au cours de cette phase, sont examinées les situations des :**

- nouveaux professeurs des écoles stagiaires (venant de réussir le concours ou recrutés « bénéficiaire de l'obligation d'emploi ») ;
- participants au mouvement n'ayant obtenu aucune affectation pendant la phase principale ;
- personnels faisant valoir une situation particulièrement difficile **et non résolue par une participation à la phase principale**, signalée par l'inspecteur de l'éducation nationale, le médecin du travail ou l'assistante sociale des personnels ;

- candidats à une affectation spécifique sur un poste à exigence particulière (PEP) resté vacant à l'issue du mouvement.

❖ **L'attention des participants à cette phase est attirée sur les éléments suivants :**

très peu de postes restent vacants à ce stade ;

les vœux et barèmes de la phase principale sont réutilisés ;

des appels à candidature sont lancés à ce stade, dans le but de pourvoir les postes ASH et de direction restés vacants. Les enseignants n'ayant pas participé à la phase principale sont autorisés à candidater. La procédure sera alors identique à celle du mouvement principal (barème + compétence candidat appréciée par avis de l'IEN si absence de prérequis).

Les affectations peuvent être définitives ou à titre provisoire selon les mêmes normes qu'en phase principale. Lors de cette phase, les enseignants sont interrogés quant à leur souhait de conserver le poste actuellement occupé à titre définitif. Les affectations sont notifiées individuellement par courriel de la cellule mouvement aux personnels concernés pour l'année concernée et, dans la mesure du possible, avant les vacances scolaires.

❖ **Les professeurs des écoles stagiaires sont affectés sur des postes qui leur ont été réservés dans les écoles (et qui ne sont donc pas ouverts au mouvement). Ils formuleront des vœux sur ces postes et seront affectés sur ces supports selon les priorités suivantes :**

1. professeurs des écoles stagiaires bénéficiant de l'obligation d'emploi (reconnus travailleurs handicapés et recrutés par une commission académique) ;
2. professeurs des écoles stagiaires en renouvellement ou prolongation de stage ;
3. situation familiale (en fonction du nombre d'enfants) ;
4. pour les situations identiques, départage en fonction du rang de classement au concours.

❖ **La note de service départementale et ses annexes détaillent les informations pratiques et de calendrier pour l'année de mobilité considérée. Elle sera communiquée par les services aux agents :**

- fiche pratique « *participer au mouvement* » ;
- récapitulatif des bonifications ;
- liste des écoles « *quartiers prioritaires* » ;
- secteurs de collège ;
- liste des types de vœux ;
- annuaire des écoles ;
- implantation des postes de titulaires de secteur (personnels en complément de service).

Ces documents seront disponibles dès l'ouverture du serveur sur le site des circonscriptions, rubrique mouvement départemental.